



**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 29 AVRIL 2026
GEMEENTERAAD VAN 29 APRIL 2026**

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

29.04.2026/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

29.04.2026/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 25 mars 2026 ; Approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 25 mars 2026, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 25 maart 2026 ;
Goedkeuring.**

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 25 maart 2026. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

29.04.2026/A/0003 **Comité de quartier P'tit Boule ; Interpellation citoyenne.**

2 annexes / 2 bijlagen

Interpellation citoyenne - P'tit Boule.pdf, Pétition.pdf

29.04.2026/A/0004 **Ordonnance de police interdisant la vente et la consommation de boissons alcoolisées dans le quartier Nord et aux alentours**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale et notamment ses articles 119, 119 *bis* et 135, § 2;
Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;
Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police;
Vu l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 02 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de

prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues;

Vu l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mars 2026 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues;

Vu l'Arrêté du Ministre-président du 27 mars 2026 modifiant , en ce qui concerne la prise de mesures de police administrative complémentaires, l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mars 2026 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues;

Considérant que l'Arrêté du Ministre-président du 2 avril 2024 précité liste certains quartiers dont le quartier « Gare du Nord », dans lesquels les menaces à l'ordre public sont particulièrement concentrées;

Considérant que l'Arrêté susmentionné prévoit en conséquence un certain nombre de mesures de police administrative en vue de lutter contre les nuisances et violences liées au trafic, à la vente et à la consommation de drogues dans ces quartiers;

Considérant que ces mesures de police administrative que l'Arrêté du Ministre-Président de la région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurent, firent l'objet de plusieurs arrêtés ultérieurs de prolongation adoptés les 1^{er} octobre 2024, 26 février 2025, 28 août 2025 et 2 mars 2026;

Considérant l'interdiction à l'exception des débits de boissons, restaurants et services de livraison de vendre des boissons alcoolisées à emporter de vingt-deux heures à six heures du matin, sept jours sur sept, l'interdiction des distributeurs automatiques dans les lieux publics, ainsi que l'interdiction de consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, font partie des mesures de police administratives susmentionnées;

Considérant qu'il existe en effet un lien réel d'une part, entre la consommation d'alcool et celle de stupéfiants (et dès lors du trafic qui y est lié) et, d'autre part entre la consommation d'alcool et le passage à l'acte violent et les incivilités d'après l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2026;

Qu'un tel lien est objectivé tant par des études et des données statistiques (voir notamment, pour ce qui est du lien entre la consommation d'alcool et celle de stupéfiants), le « Rapport européen sur les drogues 2025 » de l'Agence de l'Union européenne sur les drogues, ainsi que le rapport de recherche « Consommation » de crack dans l'espace public en Région de Bruxelles-Capitale », co-rédigé par safe-brussels, l'Université de Gand et l'Institut voor sociaal drugsonderzoek) que des données émanant des services de police;

Que la combinaison de ces deux phénomènes entraîne des conséquences certaines tant sur le plan des nuisances que celui de la violence causées dans l'espace public en sorte qu'il en résulte un réel sentiment d'insécurité dans le chef de la population et singulièrement des résidents du quartier Nord;

Que les phénomènes précités constituent ainsi un trouble à l'ordre public, compris dans toutes ses composantes que sont la propreté, la salubrité, la sûreté et la tranquillité publiques;

Considérant qu'il y a lieu de délimiter géographiquement et ce conformément aux Arrêtés susmentionnés, le périmètre exact du « Quartier Nord » dans lequel s'appliqueront l'interdiction à l'exception des débits de boissons, restaurants et services de livraison de vendre des boissons alcoolisées à emporter de vingt-deux heures à six heures du matin, sept jours sur sept, l'interdiction des distributeurs

automatiques dans les lieux publics, ainsi que l'interdiction de consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept;

ORDONNE :

Article 1

La présente ordonnance s'applique dans le périmètre ci-annexé et délimité par :

- Rue Gineste
- Place Saint-Lazare
- Boulevard Saint-Lazare : du n°1 jusqu'au croisement avec le boulevard du Jardin Botanique
- Place Rogier
- Place du Nord : jusqu'au croisement avec la rue du Progrès
- Gare du Nord : toute la partie se trouvant sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode
- Rue d'Aerschot : du n°1 au n°4
- Rue de Brabant : du n°1 au n°114
- Rue de la Prairie
- Rue de la Rivière
- Rue des Plantes : du n°1 au n°104 (pairs) et jusqu'au n°111 (impairs)
- Rue Linné : du n°1 au n°114 (pairs) et jusqu'au n°101 (impairs)
- Rue Verte : du n°1 au n°80 (pairs) et jusqu'au n°73 (impairs)
- Rue du Chemin de Fer
- Rue Botanique
- Rue de la Poste : du n°1 au n°78 (pairs) et jusqu'au n°39 (impairs)
- Rue Godefroid de Bouillon
- Rue Musin
- Square Victoria Régina
- Avenue Victoria Régina
- Rue Saint-François
- Rue de l'Ascension
- Rue des Secours
- Petite rue des Secours
- Rue Royale : du numéro 208 à 324.

Article 2

§1. L'Ordonnance de police entre en vigueur le jour de sa publication et restera en vigueur jusqu' au 2 septembre 2026.

§2. Elle est prolongée d'office, en fonction de la réévaluation et prolongation de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale du 02 avril 2024.

Article 3

§1. Il est interdit, à l'exception des débits de boissons, restaurants, services de livraison, de vendre des boissons alcoolisées à emporter de 22h00 à 06h00 du matin, sept jours sur sept. Les distributeurs automatiques de boissons alcoolisées sont interdits dans les lieux publics.

§2. Il est interdit de consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique vingt-quatre heures sur vingt-quatre sept jours sur sept. Cette interdiction ne s'applique pas aux installations prévues à cet effet et dûment autorisées telles que les terrasses de débits de boissons, restaurants et snacks.

§3. Le Bourgmestre peut accorder des dérogations à cette interdiction pour des activités qui n'auraient qu'un impact limité, et, ou ponctuel sur l'ordre public et la tranquillité publique, et n'auraient pas pour effet de participer ou encore d'exacerber

les troubles publics tels qu'observés dans le périmètre de l'Ordonnance de police. Il peut assortir ces dérogations de toutes conditions qu'il jugera bon de poser en fonction des circonstances. Ces dérogations seront notamment d'application à l'occasion d'évènements festifs particuliers.

§4. Par « boisson alcoolisée », il y a lieu d'entendre toute boisson (fermentée, macérée, distillée ou autre) contenant de l'alcool éthylique ou éthanol.

§5. Le Bourgmestre peut prendre toute mesure de police administrative complémentaire en vue de faire respecter les interdictions formulées par le présent article.

Article 4

§1. Les infractions à la présente ordonnance seront punies d'une amende administrative pouvant s'élever à 500 euros.

§2. La fermeture administrative à titre temporaire ou définitif de tout établissement pourra être prononcée par le collège des bourgmestre et échevins après avertissement préalable du contrevenant.

Article 5

Les services de police sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance. Ils agiront conformément à la loi sur la fonction de police.

Article 6

Un recours en annulation ainsi qu'un éventuel recours en suspension peuvent être introduits par requête auprès du Conseil d'Etat (rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles) dans un délai de 60 jours à compter de la publication de la présente ordonnance.

Politieverordening houdende het verbod op de verkoop en consumptie van alcoholische dranken in de Noordwijk en omgeving

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en inzonderheid artikelen 119, 119*bis* en 135, § 2;
Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het Politieambt;

Gelet op het Besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 02 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen als gevolg van uitbarstingen van geweld op het gemeentelijk grondgebied en in verband met de handel, de verkoop en het gebruik van drugs;

Gelet op het Besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 maart 2026 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen als gevolg van uitbarstingen van geweld op het gemeentelijk grondgebied en in verband met de handel, de verkoop en het gebruik van drugs;

Gelet op het Besluit van de Minister-President van 27 maart 2026 tot wijziging, wat betreft de invoering van bijkomende bestuurlijke politimaatregelen, van het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 maart 2026 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen als gevolg van uitbarstingen van geweld op het gemeentelijk grondgebied en in verband met de handel, de verkoop en het gebruik van drugs;

Overwegende dat het voormelde besluit van de Minister-President van 2 april 2024 bepaalde wijken opsomt, waaronder de wijk "Noordstation", waar de bedreigingen voor de openbare orde bijzonder geconcentreerd zijn;

Overwegende dat het voormelde besluit bijgevolg voorziet in een aantal bestuurlijke politiematregelen met het oog op de bestrijding van overlast en geweld in verband met de handel, de verkoop en het gebruik van drugs in deze wijken;

Overwegende dat deze bestuurlijke politiematregelen die werden ingevoerd door het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024, het voorwerp uitmaakten van verschillende latere verlengingsbesluiten, aangenomen op 1 oktober 2024, 26 februari 2025, 28 augustus 2025 en 2 maart 2026;

Overwegende dat het verbod, met uitzondering van drankgelegenheden, restaurants en bezorgdiensten, om alcoholische dranken te verkopen om mee te nemen tussen 22 uur en 6 uur 's ochtends, zeven dagen op zeven, het verbod op verkoopautomaten in openbare plaatsen, evenals het verbod op de consumptie van alcoholische dranken op de openbare weg, vierentwintig uur per dag, zeven dagen per week, deel uitmaken van de voormelde bestuurlijke politiematregelen;

Overwegende dat er immers een reëel verband bestaat enerzijds tussen de consumptie van alcohol en die van verdovende middelen (en bijgevolg de daaraan gekoppelde handel), en anderzijds tussen alcoholconsumptie en gewelddadig gedrag en overlast, volgens het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 maart 2026;

Dat een dergelijk verband zowel wordt aangetoond door studies en statistische gegevens (zie met name, wat het verband betreft tussen alcohol- en drugsgebruik, het “Europees drugsrapport 2025” van het EU- Drugsagentschap, evenals het onderzoeksrapport “Crackgebruik in de openbare ruimte in het Brusselse Gewest”, mede-opgesteld door safe.brussels, de Universiteit Gent en het Instituut voor Sociaal Drugsonderzoek) als door gegevens afkomstig van de politiediensten;

Dat de combinatie van deze twee fenomenen onmiskenbare gevolgen heeft, zowel op het vlak van overlast als van geweld in de openbare ruimte, waardoor een reëel gevoel van onveiligheid ontstaat bij de bevolking, en in het bijzonder bij de bewoners van de Noordwijk;

Dat de voormelde fenomenen aldus een verstoring van de openbare orde vormen, begrepen in al haar componenten, namelijk de netheid, de gezondheid, de veiligheid en de openbare rust;

Overwegende dat het noodzakelijk is om, overeenkomstig de voormelde besluiten, de exacte geografische perimeter van de “Noordwijk” af te bakenen waarin het verbod – met uitzondering van drankgelegenheden, restaurants en bezorgdiensten – om alcoholische dranken te verkopen om mee te nemen van 22 uur tot 6 uur 's ochtends, zeven dagen op zeven, het verbod op verkoopautomaten in openbare plaatsen, evenals het verbod op de consumptie van alcoholische dranken op de openbare weg, vierentwintig uur per dag, zeven dagen per week, van toepassing zal zijn;

BESLUIT :

Artikel 1

Deze verordening is van toepassing binnen de hierbij bijgevoegde en afgebakende perimeter, begrensd door :

- Ginestestraat
- Sint-Lazarusplein
- Sint-Lazaruslaan : van nr.1 tot aan het kruispunt met de Kruidtuinlaan
- Rogierplein
- Noordplein : tot aan het kruispunt met de Vooruitgangstraat
- Noordstation elk deel dat zich bevindt op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node
- Aarschotstraat : van nr. 1 tot nr. 4
- Brabantstraat : van nr. 1 tot nr. 114
- Weidestraat

- Rivierstraat
- Plantenstraat : van nr.1 tot nr.104 (even) en tot nr. 111 (oneven)
- Linnéstraat : van nr.1 tot nr.114 (even) en tot nr.101 (oneven)
- Groenstraat : van nr.1 tot nr.80 (even) en tot nr.73 (oneven)
- Spoorwegstraat
- Kruidtuinstraat
- Poststraat : van nr.1 tot nr.78 (even) en tot nr.39 (oneven)
- Godfried van Bouillonstraat
- Musinstraat
- Victoria Reginaplantsoen
- Victoria Reginalaan
- Sint-Franciscusstraat
- Bergopstraat
- Hulpstraat
- Korte Hulpstraat
- Koningsstraat : van nr. 208 tot 324.

Artikel 2

§1. De politieverordening treedt in werking op de dag van haar bekendmaking en blijft van kracht tot 2 september 2026.

§2. Zij wordt van rechtswege verlengd, in functie van de herevaluatie en verlenging van het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024.

Artikel 3

§1. Het is verboden, met uitzondering van openbare gelegenheden, restaurants en bezorgdiensten, om alcoholische dranken te verkopen om mee te nemen van 22u00 tot 6u00 's ochtends, zeven dagen per week. Automaten voor de verkoop van alcoholische dranken zijn verboden op openbare plaatsen.

§2. Het is verboden om alcoholische dranken te consumeren op de openbare weg, vierentwintig uur per dag, zeven dagen per week.

Dit verbod is niet van toepassing op daarvoor voorziene en naar behoren vergunde installaties, zoals terrassen van drankgelegenheden, restaurants en snacks.

§3. De Burgemeester kan afwijkingen op dit verbod toestaan voor activiteiten die slechts een beperkte en/of occasionele impact zouden hebben op de openbare orde en de openbare rust, en die niet tot gevolg hebben dat zij bijdragen aan of nog versterken van de openbare verstoringen zoals vastgesteld binnen de perimeter van de politieverordening.

Hij kan deze afwijkingen onderwerpen aan alle voorwaarden die hij in functie van de omstandigheden passend acht. Deze afwijkingen zijn met name van toepassing naar aanleiding van bijzondere feestelijke evenementen.

§4. Onder alcoholische drank wordt verstaan elke drank (gegist, geweekt, gedistilleerd of andere) die ethylalcohol of ethanol bevat.

§5. De Burgemeester kan elke bijkomende bestuurlijke politiemaatregel nemen om de verboden opgenomen in dit artikel te doen naleven.

Artikel 4

§1. Inbreuken op deze verordening worden bestraft met een administratieve geldboete die tot 500 euro kan bedragen.

§2. De tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van elke inrichting kan worden beslist door het College van burgemeester en schepenen, na voorafgaande waarschuwing aan de overtreder.

Artikel 5

De politiediensten zijn belast met de uitvoering van deze verordening. Zij handelen in overeenstemming met de wet op het politieambt.

Artikel 6

Een beroep tot nietigverklaring, evenals een eventueel beroep tot schorsing, kan worden ingesteld bij verzoekschrift bij de Raad van State (Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel) binnen een termijn van 60 dagen te rekenen vanaf de bekendmaking van deze verordening.

29.04.2026/A/0005 **WE PULSE ; Digitalisation des métiers communaux ; AVENANT n°1 au Cadre Particulier relatif au domaine FINANCE dans le cadre du programme We Pulse ; Référence « WePulse-14.01 » ; Approbation.**

Mesdames, Messieurs,

Le 20 juin 2023 la commune de Saint-Josse-ten-Noode a pris la décision d'adhérer formellement au projet We Pulse de digitalisation des métiers communaux dans les domaines GRC, Soft HR, Hard HR et Finances.

Le 27 mars 2024, le Conseil a approuvé la Convention de prêt du F.R.B.R.T.C. par laquelle celui-ci octroie à la commune de Saint-Josse-ten-Noode un prêt de **713.188,42 euros** destiné à financer l'investissement visant le développement de solutions informatiques applicatives dans les domaines de la gestion financière des communes (FIN), de la gestion des ressources humaines (GRH - Soft HR) et de la gestion du personnel et de la paie (GRH - Hard HR) ;

Le 21 mai 2025, vous avez formalisé ces différents engagements (BOS 65.253) par la signature d'un **CONTRAT FAITIER** qui est une « *Convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives ainsi que les services IT associés dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux dénommé We Pulse* » (version 2.3 du 06/11/2024).

Lors de la même séance du 21 mai 2025, vous avez également approuvé un « **AVENANT à la Convention** de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives ainsi que les services IT associés dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux, dénommé *WePulse* » (BOS 65.738) ainsi qu'une **convention de MANDAT** entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et l'asbl IRISteam (BOS 65.723).

Le 24 septembre 2025, vous avez approuvé le Cadre Particulier au domaine FINANCE dans le cadre du programme We Pulse ainsi que ses annexes ;

Nous vous proposons à présent **d'approuver l'AVENANT n°1** au « **Cadre Particulier relatif au domaine FINANCE dans le cadre du programme We Pulse** » (référence : WePulse-14.01 ». Cet Avenant actualise en les remplaçant les articles 3, 4.2 et 10 du Cadre Particulier précité et ses annexes 1.1 et 1.3.

L'Avenant n°1

- fixe le **coût unique actualisé BUILD** à charge de la Commune pour les services spécifiques à **41.180 € TVAC**, lequel coût correspond au coût BUILD maximum annoncé précédemment ;
- fixe également le montant des coûts d'exploitation à **100.265 € TVAC** par an pour la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, **lesquels coûts d'exploitation se situent entre les montants minimum et maximum annoncés** concernant les coûts d'exploitation du domaine FINANCE ;

Une note en annexe (ANX0) vous fournit les informations nécessaires à votre prise de décision.

Nous vous proposons donc, Mesdames, Messieurs, **d'approuver l'AVENANT n°1 au « Cadre Particulier relatif au domaine FINANCE dans le cadre du**

programme We Pulse » (référence : WePulse-14.01 »).

ANNEXES :

- **Avenant n°1 au Cadre particulier du domaine FINANCE dans le cadre du programme We Pulse (référence : WePulse 14.01) – FR - Fichier : AC SJN_Cadre particulier-Avenant Finance_FR » et « GB SJTN_Addendum Specifiek Kader Financiën_NL »**
- ANX 0 – note explicative - Fichier : ANX0-WP-NoteCBE-CC-CadreParticulierFIN_AVENANT_260115_NI
- ANX 1.1 & 1.2 - Cadre Particulier relatif au domaine FINANCE dans le cadre du programme We Pulse & décision du Conseil du 24 septembre 2025 & Cadre particulier (FR-NL).

WE PULSE ; Digitalisering van gemeentelijke activiteiten; AANHANGSEL nr.1 bij het Specifiek Kader met betrekking tot het domein FINANCIËN in de context van het WePulse-Programma ; Referentie "WePulse-14.01" ; Goedkeuring.

Dames en Heren,

Op 20 juni 2023 nam de gemeente Sint-Joost-ten-Node de beslissing om formeel deel te nemen aan het We Pulse-project voor de digitalisering van de gemeentelijke activiteiten in de domeinen BHR Soft HR, Hard HR en Financiën ;

Op 27 maart 2024 keurde u de leningsovereenkomst van het B.G.H.G.T. goed waarbij het B.G.H.G.T. aan de gemeente Sint-Joost-ten-Node een lening van **713.188,42 euro** toekende om investeringen te financieren in de ontwikkeling van IT-applicatieoplossingen in de domeinen van gemeentelijk financieel beheer (FIN), personeelsbeheer (HRM - Soft HR) en personeels- en loonbeheer (HRM - Hard HR) .

Op 21 mei 2025 hebt u deze verschillende verbintenissen geformaliseerd door de ondertekening van een **OVERKOEPELEND CONTRACT** (BOS 65.253), een “Overeenkomst voor het ter beschikking stellen van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen en aanverwante IT-diensten in verschillende gebieden van het programma voor informatisering en digitale transformatie van lokale overheden, genaamd *We Pulse*” (versie 2.3 van 06/11/2024).

Tijdens dezelfde zitting van 21 mei 2025 heeft u ook een **AANHANGSEL bij de Overeenkomst** betreffende de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen en de bijbehorende IT diensten in de verschillende domeinen van het programma voor informatisering en digitale transformatie van de lokale besturen genaamd *We Pulse*” goed te keuren (BOS 65.738) en een **MANDAATovereenkomst** tussen het Gemeentebestuur Sint-Joost-ten-Node en vzw IRISteam (BOS 65.723).

Op 24 september 2025 heeft u het Specifiek Kader met betrekking tot het domein FINANCIËN in het kader van het We Pulse-programma en de bijlagen ervan goedgekeurd ;

Wij stellen u nu voor **om het AANHANGSEL nr. 1 bij het “Specifiek Kader met betrekking tot het domein FINANCIËN in het kader van het We Pulse-programma”** (referentie: WePulse-14.01) **goed te keuren**. Dit Aanhangsels actualiseert en vervangt de artikelen 3, 4.2 en 10 van het bovengenoemde Specifieke Kader en de bijlagen 1.1 en 1.3.

Aanhangsels nr. 1

- stelt de **geactualiseerde eenmalige BUILD-kosten** ten laste van de Gemeente voor de specifieke diensten vast op **41.180 €** incl. btw, wat overeenkomt met de eerder aangekondigde maximale BUILD-kosten ;

- stelt tevens het bedrag van de exploitatiekosten vast op **100.265 €** incl. btw per jaar

voor de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, waarbij de exploitatiekosten zich bevinden tussen de aangekondigde minimum- en maximumbedragen voor de exploitatiekosten van het domein FINANCIËN ;

Een nota in bijlage (ANX0) verstrekt u de nodige informatie voor uw besluitvorming. Wij stellen u bijgevolg voor, dames en heren, **om AANHANGSEL nr. 1 bij het “Specifiek kader met betrekking tot het domein FINANCIËN in het kader van het We Pulse-programma” (referentie: WePulse-14.01) goed te keuren.**

BIJLAGEN :

- **Aanhangsel nr. 1 bij het Specifiek kader met betrekking tot het domein FINANCIËN in het kader van het We Pulse-programma (referentie: WePulse-14.01) – NL - Bestand: GB SJTN_Addendum Specifiek Kader Financiën_ref-14-01-NL**
- ANX 0 – verklarende nota - Bestand : ANX0-WP-NoteCBE-CC-CadreParticulierFIN_AVENANT_260115_NI
- ANX 1.1 & 1.3 - Specifiek Kader met betrekking tot het domein FINANCIËN in de context van het WePulse-Programma & Besluit van de gemeenteraad van 24 september 2025 (FR-NL).

29.04.2026/A/0006 **Approbation d’une modification des statuts de l’intercommunale INTERFIN.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, et en particulier son article 117 relatif aux compétences et au fonctionnement du conseil communal;

Vu le souhait des communes et de INTERFIN de participer activement à la transition énergétique;

Vu la volonté exprimée par le Conseil d’administration de INTERFIN de modifier la stratégie d’investissement, de la société, ce qui implique une modification de l’objet social de l’entreprise, et ce afin de contribuer à la pérennité des dividendes reversés aux communes ;

Vu l’ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, et notamment son article 62 al. 2 qui prévoit que « Toute modification aux statuts qui entraîne pour les communes des obligations supplémentaires ou une diminution de leurs droits doit faire l’objet d’une délibération des conseils communaux » ;

Vu le Code des sociétés et des associations (CSA), pour ce qui concerne le fonctionnement d’une société coopérative et en particulier les articles 6.1, 6.85 et 6.86 ;

Vu le dossier soumis par INTERFIN comprenant notamment :

- une note explicative sur les modifications statutaires ;
- le projet de modification des statuts ;
- le rapport spécial justifiant la modification de l’objet social.

Considérant que les modifications statutaires proposées bien qu’élargissant l’objet social n’auront pas de conséquences directes sur les droits et obligations des communes et que ces modifications n’auront aucun impact financier sur les communes, l’intercommunale cherchant à pérenniser, par l’élargissement de ses possibilités d’investissement, les dividendes reversés aux Communes, sans envisager de demander un quelconque financement des Communes pour soutenir sa nouvelle stratégie ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins,

DÉCIDE :

1. D'approuver les modifications des articles 3 et 30 des statuts telles que détaillées en annexe.
2. De désignerafin de représenter la commune lors de l'assemblée générale extraordinaire du 11 juin 2026 qui se tiendra devant notaire.
3. De charger le(s) représentant(s) de la commune au sein de INTERFIN de voter en ce sens lors de l'assemblée.

Goedkeuring van een statutenwijziging van de intercommunale INTERFIN.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 betreffende de bevoegdheden en de werking van de gemeenteraad;

Gelet op de wens van de gemeenten en INTERFIN om actief deel te nemen aan de energietransitie;

Gelet op de door de Raad van bestuur van INTERFIN geuite wil om de investeringsstrategie van de vennootschap aan te passen, wat een wijziging van het maatschappelijk doel van de onderneming met zich brengt, om bij te dragen aan de continuïteit van de dividenden die aan de gemeenten worden betaald;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke vormen van gemeentelijk beheer en de intercommunale samenwerking, en meer bepaald artikel 62, tweede lid, dat bepaalt dat "Elke wijziging van de statuten die voor de gemeenten bijkomende verplichtingen of een vermindering van hun rechten met zich meebrengt, het voorwerp moet uitmaken van een beraadslaging van de gemeenteraden";

Gelet op het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (WVV), inzonderheid de artikelen 6.1, 6.85 en 6.86 betreffende de werking van een coöperatieve vennootschap;

Gelet op het door INTERFIN voorgelegde dossier, met name:

- een toelichtende nota over de statutenwijzigingen;
- het ontwerp van statutenwijziging;
- het bijzondere verslag dat de wijziging van het maatschappelijk doel motiveert.

Overwegende dat de voorgestelde statutenwijzigingen, hoewel zij het maatschappelijk doel uitbreiden, geen rechtstreekse gevolgen hebben voor de rechten en verplichtingen van de gemeenten en dat deze wijzigingen geen financiële impact zullen hebben voor de gemeenten, aangezien de intercommunale door de uitbreiding van haar investeringsmogelijkheden de continuïteit van de dividenden die aan de gemeenten worden betaald wenst te verzekeren zonder te overwegen om bijkomende financiering aan de gemeenten te vragen ter ondersteuning van haar nieuwe strategie;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

1. De wijzigingen van de artikelen 3 en 30 van de statuten, zoals uiteengezet in de bijlage, goed te keuren;
2.aan te duiden om de gemeente te vertegenwoordigen op de buitengewone algemene vergadering van 11 juni 2026, die voor de notaris zal plaatsvinden;
3. De vertegenwoordiger(s) van de gemeente binnen INTERFIN te gelasten in deze zin te stemmen tijdens de vergadering.

Le Conseil communal,

Vu la Constitution et notamment son article 173 ;

Vu la Nouvelle loi communale et notamment ses articles 112, 117, 123, ° 3 et 137bis ;

Considérant qu'une commune est en droit d'établir des redevances ;

Considérant qu'une redevance est perçue en contrepartie d'un service rendu dans l'intérêt direct et immédiat d'un redevable donné ;

Considérant que son montant doit être déterminé en fonction de la nature et du coût du service rendu à ce redevable ;

Considérant la demande croissante d'occupation de locaux scolaires communaux ;

Considérant qu'aucune majoration des prix n'a été établie depuis 2004;

Considérant la hausse constante du prix de l'énergie et des matières premières ;

Considérant que ce service engendre en substance des coûts financiers pour la commune, en terme de mobilisation de personnel pour la surveillance de l'établissement aux heures de location, la préparation de locaux (aménagement du mobilier, préparation des boissons), de frais énergétiques (chauffage, électricité, éclairage, eau), de nettoyage, d'entretien, de remis en état des lieux ;

Considérant que le montant de la redevance permettra de couvrir, du moins en partie, le coût des charges et prestations administratives fournies par les services communaux ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Échevins ;

Décide :

D'adopter le présent règlement relatif aux modalités et redevances d'occupation des locaux scolaire de la commune à 1210 Saint-Josse-ten-Noode

RÈGLEMENT ET TARIF DES LOCAUX SCOLAIRES COMMUNAUX

I. Objet de la Redevance

Article 1 : Il est établi à partir de l'exercice 2026 une redevance pour l'occupation privative et temporaire des locaux scolaire communaux.

Cette redevance permettra de couvrir les frais engagés par la commune dans le cadre de cette mise à disposition.

II. Définitions

Article 2 : les salles objets du présent règlement sont les suivantes :

• Locaux scolaires des écoles communales

Article 3 : **Par occupation privative**, il faut entendre toute occupation à titre temporaire d'une des locaux scolaire communaux concernées par le présent règlement par une ou plusieurs personnes physiques ou morales à l'exclusion de toute autre qui est compatible avec la destination du domaine public.

Sont visées les utilisations privatives qui font l'objet d'une autorisation préalable du Collège des Bourgmestres et Échevins et sont conformes à l'autorisation délivrée.

Article 4 : Par occupation temporaire, il faut entendre une occupation limitée dans le temps, de manière continue, de date à date, ou discontinue c'est-à-dire renouvelée.

III. Redevable

Article 5 : La redevance est due par le demandeur/occupant (personne physique ou morale, association ou particulier) qui a conclu le contrat d'occupation et qui occupe, en totalité ou en partie, une ou plusieurs salles visées à l'article 2.

IV. Calcul de la redevance

Article 6 : Les tarifs d'occupation des locaux communaux visées à l'article 2 du présent règlement sont arrêtés comme indiqués dans les tableaux repris comme suit

Location des locaux des écoles communales				
Local	Résidents location ponctuelle	Résidents location régulière	Non-résidents location ponctuelle	Non-résidents location régulière
Classe ordinaire	18€/h	13€/h	25€/h	20€/h
Gymnase	20€/h	18€/h	30€/h	25€/h
Préau/réfectoire	150€/4h		200€/4h	

-Dans le cas de dépassement du temps d'occupation, Tout dépassement égal ou supérieur à 30 minutes entraîne la facturation d'une heure complète supplémentaire;

- circonstances exceptionnelles : gratuité sous réserve d'approbation du Collège communal dûment motivée et justifiée.

Une caution de 150€ sera également exigée comme défini dans le formulaire type. Elle sera remboursée à l'occupant après exécution de toutes ses obligations.

Le cas échéant, la commune pourra prélever sur cette somme les frais de réparation et de remise en état et de nettoyage à l'occupation, sans préjudice d'une indemnisation pour un montant supérieur. Les montants supérieurs aux retenues forfaitaires seront justifiés au moyen d'un devis ou d'une facture.

Le cas échéant, la garantie sera restituée au plus tôt 8 jours et au plus tard 30 jours après l'état des lieux de sortie.

Des frais supplémentaires de nettoyage d'un montant de 50 € pourront être prélevés sur la garantie. En cas de manquement au règlement ou de dégradations constatées, la Commune se réserve le droit de retenir tout ou partie de la garantie, et éventuellement de refuser toute demande de location ultérieure.

Le concierge, son remplaçant ou le surveillant ne sont tenus qu'à l'ouverture et à la fermeture des portes, ainsi qu'à l'allumage des appareils d'éclairage et de chauffage.

Au cas où la présence du concierge serait nécessaire, l'Occupant s'engage à rémunérer cette prestation au prorata des heures prestées.

Ces indemnités de concierge et de gardiennage seront facturées à hauteur de 38€ par heure entamée. Les tarifs visés à l'article 6 seront automatiquement indexés annuellement sur base de l'indice santé au 1er septembre.

Les montants se verront arrondis aux 0,50€ euros supérieurs.

V. Autorisation

Article 7 : Les demandes d'occupation sont à adresser au Collège des Bourgmestre et Échevins à l'adresse mail suivante : culturefr@sjtn.brussels

L'autorisation prend la forme d'une convention d'occupation entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et le demandeur/occupant.

Article 8 : Le Conseil communal approuve le modèle de formulaire type d'occupation précaire des salles communales en annexe.

Article 9 : A cet égard, le Collège des Bourgmestres et Échevins signe, sur base du contrat-type, les contrats d'occupation temporaire relatifs aux salles dans le cadre de sa gestion journalière des établissements communaux. Il pourra fixer de nouvelles modalités de l'occupation et adapter le contrat-type en fonction des circonstances de l'espèce, le cas échéant, de commun accord avec l'Occupant, au travers d'une convention écrite.

Le Collège échevinal pourra notamment déterminer la durée de l'occupation, conditionner celle-ci à la souscription par l'occupant de telle ou telle assurance, établir des périodes d'indisponibilités des locaux, choisir son cocontractant, refuser la conclusion d'un contrat avec des personnes ou associations poursuivant un but contraire aux valeurs de la commune, refuser un renouvellement ou rompre un contrat en cours si ce refus ou cette rupture est dicté par l'intérêt communal. Ces restrictions ne sont pas limitatives.

VI. Exigibilité de la redevance & modalités de paiement

Article 10 : Après l'approbation par le Collège des Bourgmestre de la demande de l'Occupant, ce dernier versera le montant de la redevance et de la caution ainsi que la garantie uniquement par virement sur le compte de la commune de Saint-Josse-tenNoode BE07 0910 0017 8366, avec la communication suivante : « nom occupant + nom de la salle + date ».

Le plus rapidement possible et au plus tard dix jours ouvrables avant la date du début de l'occupation, l'Occupant devra envoyer par mail à l'adresse communale : culturefr@sjtn.brussels la preuve du paiement de l'entièreté de la redevance et de la caution sous peine de l'annulation de la convention.

Article 11 : Le montant de la redevance est destiné à couvrir les frais administratifs relatifs au traitement de la demande d'occupation ainsi que les frais techniques et les consommables engendrés par l'exécution de la demande.

Frais administratifs : traitement administratif de la demande par différents services communaux (Service Culture, Caisse communale...).

Frais techniques : nettoyage des salles, sécurité, consommables (frais d'eau et d'électricité engendrés par l'occupation).

A la fin de l'activité, les locaux doivent être rendus propres (balayés, tables propres, mobilier rangé,...), fenêtres et portes fermées.

Des frais supplémentaires de nettoyage pourront être prélevés sur la garantie. En cas de manquement au règlement ou de dégradations constatées (article 6)

VII. Exonérations

Article 12 : Sont exonérés des redevances visées dans le présent règlement, les événements d'intérêt public approuvés par le Collège Communal.

VIII. Réclamation

Article 13 : En cas de réclamation, celle-ci doit être introduite par écrit auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Saint-Josse-ten-Noode – Département Contentieux - Avenue de l'Astronomie, 12 – 1210 Saint-Josse-ten-Noode.

Pour être recevables, les réclamations doivent être motivées et introduites dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la facture.

Article 14 : En cas de litige, seules les juridictions civiles de Bruxelles sont compétentes.

IX. Données à caractère personnel

Article 15 : Le traitement des données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :

[Responsable de traitement des données : Commune de Saint-Josse-ten-Noode ; [Finalité du traitement : établissement et recouvrement de la redevance ;

[Catégorie de données : données d'identification, données bancaires ;

[Durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 15 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;

[Méthode de collecte : recensement par l'administration ;

[Communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92;

[Exercice de droits ou demande d'information : dpo@sjtn.brussels

X. Entrée en vigueur

Article 16 : Le présent règlement entrera en vigueur le 1er mai 2026.

Reglement en tarieven van de gemeentelijke schoollokalen.- uitstel van 17/03/2026

De Gemeenteraad,

Gelet op de Grondwet en in het bijzonder artikel 173 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder de artikelen 112, 117, 123, ° 3 en 137bis ;

Overwegende dat een gemeente het recht heeft om retributies vast te gemeentelijke schollokallen ;

Overwegende dat een retributie wordt geheven als tegenprestatie voor een dienst die wordt verleend in het direct en onmiddellijk belang van een bepaalde schuldenaar ;

Overwegende dat het bedrag ervan moet worden bepaald op basis van de aard en de kostprijs van de dienst die aan deze schuldenaar wordt verleend ;

Overwegende de groeiende vraag naar het gebruik van de gemeentelijke schollokallen ;

Overwegende dat er sinds meer 2004 geen verhoging van werd doorgevoerd;

Overwegende de voortdurende stijging van de energieprijzen en de grondstoffen ;

Overwegende dat deze dienst in wezen financiële kosten met zich meebrengt voor de gemeente, met name in termen van personeelsinzet voor het toezicht op het gebouw tijdens de huururen, de voorbereiding van zalen (opstelling van het meubilair, voorbereiding van dranken), energiekosten (verwarming, elektriciteit, verlichting, water), schoonmaak, onderhoud en herstel van de lokalen ;

Overwegende dat het bedrag van de retributie toelaat om, althans gedeeltelijk, de kosten te dekken van de lasten en administratieve prestaties geleverd door de gemeentelijke diensten ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Besluit:

Het huidige reglement betreffende de modaliteiten en retributies voor het gebruik van de verschillende gemeentelijke schollokallen in 1210 Sint-Joost-ten-Node aan te nemen.

REGLEMENT EN TARIEVEN VAN DE GEMEENTELIJKE SCHOOLLOKALEN

I.Voorwerp van de vergoeding

Artikel 1: Vanaf het dienstjaar 2026 wordt een vergoeding ingesteld voor het privaat en tijdelijk gebruik van de gemeentelijke lokalen.

Deze retributie heeft tot doel de kosten te dekken die door de gemeente worden gemaakt in het kader van deze terbeschikkingstelling.

II.Definities

Artikel 2: De zalen en lokalen waarop dit reglement betrekking heeft, zijn de volgende:

- **Gemeentelijke schoollokalen**

Artikel 3: Onder privaat gebruik wordt verstaan: elk tijdelijk gebruik van één van de gemeentelijke lokalen bedoeld in dit reglement door één of meerdere natuurlijke of rechtspersonen, met uitsluiting van anderen, voor zover dit gebruik verenigbaar is met de bestemming van het openbaar domein.

Het betreft privaat gebruik dat voorafgaand door het College van Burgemeester en

Schepenen werd toegestaan en dat conform de verleende toestemming wordt uitgeoefend.

Artikel 4: Onder tijdelijk gebruik wordt verstaan: gebruik dat beperkt is in de tijd, ononderbroken of met onderbrekingen, van datum tot datum of herhaald.

III. Vergoedingsplichtige

Artikel 5: De vergoeding is verschuldigd door de aanvrager/gebruiker (natuurlijke persoon, rechtspersoon of vereniging) die het bezettingscontract heeft afgesloten en die, geheel of gedeeltelijk, één of meerdere zalen of lokalen bedoeld in artikel 2 bezet.

IV. Berekening van de vergoeding

Artikel 6: De bezettingstarieven van de zalen bedoeld in artikel 2 worden vastgesteld zoals vermeld in de tabellen in bijlage.

Gemeentelijke schoollokalen				
Lokalen	Residentieel occasionele huur	Residentieel reguliere huur	Niet-residentieel occasionele huur	Niet-residentieel reguliere huur
Klas	18€/u	13€/u	25€/u	20€/u
Gymzaal	20€/u	18€/u	30€/u	25€/u
Overdekte speelplaats/refter	150€/4u		200€/4u	

Elke overschrijding van de bezettingstijd die 30 minuten of meer bedraagt, geeft aanleiding tot de aanrekening van één bijkomend volledig uur aan het geldende tarief. Uitzonderlijke omstandigheden: kosteloos gebruik kan mits voorafgaande, gemotiveerde en gerechtvaardigde goedkeuring door het College van burgemeester en schepenen.

Er wordt eveneens een waarborg van 150 € gevraagd zoals bepaald in de standaardovereenkomst. Deze zal worden terugbetaald nadat alle verplichtingen zijn nagekomen.

Indien nodig kan de gemeente van dit bedrag de kosten voor herstelling, herstel in de oorspronkelijke staat en schoonmaak na de bezetting aftrekken, **onverminderd** het recht op een schadevergoeding voor een hoger bedrag. Bedragen die hoger zijn dan de forfaitaire inhoudingen zullen worden **gerechtvaardigd aan de hand van een offerte of een factuur**.

De waarborg zal ten vroegste 8 en ten laatste 30 dagen na de uitcheckstaat worden terugbetaald.

Bijkomende schoonmaakkosten van 50 € kunnen op de waarborg worden ingehouden. Bij inbreuken op het reglement of vastgestelde schade behoudt de gemeente zich het recht om de waarborg geheel of gedeeltelijk in te houden en eventueel toekomstige reservaties te weigeren.

De conciërge, zijn vervanger of de toezichthouder staat enkel in voor het openen en sluiten van de deuren en het aanzetten van de verlichting en de verwarming.

Indien de aanwezigheid van de conciërge noodzakelijk is, verbindt de gebruiker zich ertoe deze prestatie te vergoeden per gepresteerd uur.

Deze conciërge- en bewakingsvergoedingen worden gefactureerd tegen 38 € per aangevallen uur.

De in artikel 6 vermelde tarieven worden jaarlijks automatisch geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex van 1 september.

De bedragen worden afgerond naar boven op 0,50 €.

V. Toelating

Artikel 7: Aanvragen dienen gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen via culturefr@sjtn.brussels

De toelating gebeurt in de vorm van een gebruiksovereenkomst tussen de gemeente Sint-Joost-ten-Node en de gebruiker.

Artikel 8: De gemeenteraad keurt het model van de standaardovereenkomst voor het gebruik van gemeentelijke zalen zoals opgenomen in bijlage goed.

Artikel 9: Het College van burgemeester en schepenen ondertekent, op basis van het standaardovereenkomst, de gebruiksovereenkomsten in het kader van het dagelijks beheer van de gemeentelijke infrastructuur. Het kan nieuwe gebruiksmodaliteiten vastleggen of het standaardcontract aanpassen, indien nodig in onderling akkoord met de gebruiker via een schriftelijke overeenkomst.

Het College van burgemeester en schepenen kan onder meer de duur van de bezetting vastleggen, deze afhankelijk maken van het afsluiten door de gebruiker van bepaalde verzekeringen, periodes van onbeschikbaarheid van de lokalen bepalen, zijn medecontractant kiezen, de sluiting van een contract weigeren met personen of verenigingen die een doel nastreven dat in strijd is met de waarden van de gemeente, een verlenging weigeren of een lopend contract beëindigen indien deze weigering of beëindiging wordt ingegeven door het gemeentelijk belang. Deze beperkingen zijn niet-limitatief.

VI. Invorderbaarheid & betalingsmodaliteiten

Artikel 10: Na goedkeuring van de aanvraag door het College van burgemeester en schepenen, stort de gebruiker de vergoeding en waarborg uitsluitend via overschrijving op het gemeentelijke rekeningnummer BE07 0910 0017 8366, met vermelding: "naam gebruiker + naam zaal + datum".

De gebruiker moet zo vlug mogelijk en ten laatste 10 werkdagen vóór de reservatiedatum het betalingsbewijs mailen naar culturefr@sjtn.brussels, op straffe van annulering van de overeenkomst.

Artikel 11: Het bedrag van de vergoeding dient om de administratieve kosten te dekken die verband houden met de behandeling van de aanvraag tot bezetting evenals de technische kosten en de verbruiksmaterialen die voortvloeien uit de uitvoering van de aanvraag.

Administratieve kosten : de administratieve behandeling van de aanvraag door diverse gemeentelijke diensten (cultuurdienst, gemeentekas...)

Technische kosten : de schoonmaak van de zalen, veiligheid, water- en elektriciteitsverbruik.

Bij afloop moet de gebruiker de lokalen proper achterlaten (geveegd, schone tafels, meubilair opgeruimd...), ramen en deuren gesloten.

Bijkomende schoonmaakkosten kunnen worden ingehouden op de waarborg in geval van nalatigheid of schade (artikel 6).

VII. Vrijstellingen

Artikel 12: Vrijgesteld van de vergoeding zoals vermeld in huidig reglement zijn: de evenementen van openbaar belang die werden goedgekeurd door het College van burgemeester en schepenen.

VIII. Klachten

Artikel 13: Een klacht moet schriftelijk worden ingediend bij het College van burgemeester en schepenen – Afdeling Geschillen – Sterrenkundelaan 12, 1210 Sint-Joost-ten-Node.

Om ontvankelijk te zijn, moet de klacht gemotiveerd zijn en binnen drie maanden na verzenddatum van de factuur worden ingediend.

Artikel 14: In geval van betwisting zijn uitsluitend de burgerlijke rechtbanken van Brussel bevoegd.

IX. Persoonsgegevens

Artikel 15: De verwerking van persoonsgegevens, noodzakelijk voor de uitvoering van dit reglement, gebeurt volgens de volgende bepalingen:

Verantwoordelijke van de gegevensverwerking: Gemeente Sint-Joost-ten-Node;
Doel van de verwerking: vaststelling en inning van de vergoeding
Categorie van de gegevens: identificatiegegevens, bankgegevens
Bewaartermijn: de gemeente verbindt zich ertoe de gegevens maximaal 15 jaar te bewaren en deze nadien te wissen of over te dragen aan de Rijksarchieven
Verzamelmethode: via administratie registratie
Doorgeven van gegevens: de gegevens worden uitsluitend meegedeeld aan derden die daartoe wettelijk bevoegd zijn, met name krachtens artikel 327 van het WIB 92
Uitoefening van rechten of informatieaanvraag: dpo@sjtn.brussels.

X. Inwerkingtreding

Artikel 16: Dit reglement treedt in werking op 1 mei 2026.

29.04.2026/A/0008 **Local situés rue de la Poste, 51-53 ; catégorie Méridien de Bruxelles ; mise en location ; attribution ; proposition d'un bail d'association.**

Le Conseil,

Vu les articles 1708 et suivants du Code civil relatifs au louage de choses ;
Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;
Vu les dispositions relatives aux compétences du Conseil communal en matière de gestion du patrimoine communal ;
Considérant la demande du 05/03/2026 de l'ASBL visant à louer le local communal situé rue de la Poste, 51-53 ;
Considérant qu'il appartient au Conseil communal de fixer les conditions de cette location ;
Considérant que la Commune est propriétaire du bien situé rue de la Poste 51-53 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;
Considérant que ce local est actuellement inoccupé et nécessite des travaux de remise en état avant toute utilisation ;
Considérant la demande introduite par l'ASBL Centre Pédagogique Paroles, numéro de TVA : 460 346 954, représentée par Mme Françoise Thielemans, Présidente, visant l'occupation de ce local afin d'y développer ses activités pédagogiques et socioculturelles ;
Considérant que l'ASBL s'engage à prendre en charge les travaux nécessaires à la remise en état du bien afin de permettre son utilisation ;
Considérant qu'en contrepartie de l'occupation du bien, l'ASBL versera à la Commune un loyer mensuel de 1.000 euros ;
Considérant que, afin de permettre la réalisation des travaux de remise en état du bien, le paiement du loyer débutera à partir du 01/05/2027 ;
Considérant qu'il est proposé de conclure un bail de 9 ans avec l'ASBL pour l'occupation du bien ;
Considérant que les abonnements privés aux distributions d'eau, d'électricité, gaz, téléphone, radio, télévision, combustible et autres, sont à charge du preneur ainsi que tous les frais y relatifs tels locations des compteurs, coûts des consommations, etc. Le preneur justifiera chaque année le paiement de sa consommation d'eau ;

Décide :

- d'attribuer à l'ASBL Centre Pédagogique Paroles, l'occupation du local communal situé rue de la Poste 51-53 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode;

- de proposer à l'ASBL, représentée par Madame Françoise Thielemans un contrat de bail d'une durée de 9 ans, à compter du 1er mai 2026 ;
- de prendre acte que les travaux nécessaires à la remise en état du local seront réalisés par l'ASBL, à ses frais ;
- de fixer le loyer mensuel à 1.000 euros, payable à partir du mois de mai 2027;
- de soumettre le loyer à l'indexation conformément à la législation relative aux contrats de louage de biens immeubles ;
- d'exiger le dépôt d'une garantie locative équivalente à 2 mois de loyers soit 2000 €;
- de faire enregistrer le bail aux frais du locataire ;
- de mettre à charge du preneur les abonnements privés aux distributions d'eau, d'électricité, gaz, téléphone, radio, télévision, combustible et autres frais y relatifs tels locations des compteurs, coûts des consommations, etc.

Lokaal gelegen Poststraat 51-53; categorie Middaglijn van Brussel ; verhuur ; toewijzing ; voorstel van een huurovereenkomst voor een vereniging.

De Raad,

Gelet op de artikelen 1708 en volgende van het Burgerlijk Wetboek inzake de verhuur van goederen ;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de bepalingen betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad inzake het beheer van het gemeentelijk patrimonium ;

Overwegende de aanvraag van 05/03/2026 van de vzw voor het huren van het gemeentelijk lokaal gelegen Poststraat 51-53 ;

Overwegende dat het aan de gemeenteraad is om de voorwaarden voor deze verhuur vast te stellen ;

Overwegende dat de Gemeente eigenaar is van het goed gelegen Poststraat 51-53 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat dit lokaal momenteel leegstaat en dat er herstellingswerken nodig zijn vóór het in gebruik kan worden genomen ;

Overwegende de aanvraag ingediend door de vzw Centre Pédagogique Paroles, BTW-nummer : 460 346 954, vertegenwoordigd door Mevr. Françoise Thielemans, Voorzitster, voor de bezetting van dit lokaal om er haar pedagogische en sociaal-culturele activiteiten te ontwikkelen ;

Overwegende dat de vzw zich ertoe verbindt de nodige herstellingswerken aan het goed op zich te nemen om de bezetting ervan mogelijk te maken ;

Overwegende dat de vzw, in ruil voor de bezetting van het goed, aan de gemeente een maandelijkse huur zal betalen van 1000 euro ;

Overwegende dat de betaling van de huur vanaf mei 2027 van start gaat, zodat de werkzaamheden vooraf kunnen worden uitgevoerd ;

Overwegende dat wordt voorgesteld om met de vzw een huurovereenkomst van 9 jaar te sluiten voor de bezetting van het goed ;

Overwegende dat de particuliere abonnementen voor de levering van water, elektriciteit, gas, telefoon, radio, televisie, brandstof en andere voorzieningen voor rekening van de huurder zijn, evenals alle hiermee verband houdende kosten, zoals de huur van meters, verbruikskosten, enz. De huurder dient jaarlijks een betalingsbewijs van zijn waterverbruik voor te leggen ;

Beslist :

- de VZW Centre Pédagogique Paroles de bezetting toe te kennen van het

gemeentelijk goed gelegen Poststraat 51-53 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

- de VZW, vertegenwoordigd door mevrouw Françoise Thielemans, een huurovereenkomst voor te stellen met een looptijd van 9 jaar, ingaande op 1 mei 2026 ;
- er kennis van te nemen dat de nodige herstellingswerken van het lokaal door de vzw op eigen kosten zullen worden uitgevoerd ;
- de maandelijkse huur vast te stellen op 1.000 euro, betaalbaar vanaf mei 2027 ;
- de huur te indexeren overeenkomstig de wetgeving betreffende de huur van onroerende goederen ;
- de storting te eisen van een huurwaarborg gelijk aan 2 maanden huur, hetzij 2.000 € ;
- de huurovereenkomst te laten registreren op kosten van de huurder ;
- de kosten voor particuliere abonnementen op water, elektriciteit, gas, telefoon, radio, televisie, brandstof en andere hiermee verband houdende kosten, zoals de huur van meters, verbruikskosten enz., ten laste van de huurder te brengen.

29.04.2026/A/0009 **Local située au rez-de-chaussée de l'immeuble sis rue de la Rivière, 36; proposition d'un nouveau bail commercial.- report du 17/03/2026**

Le Conseil,

Vu la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux, reprise au Livre III - Titre VIII - Chapitre II, Section 2bis du Code civil ;Vu la demande de location (06/03/2026) par Monsieur M. BALTAS Anthanassios représentant de la S.P.R.L. NEGROPONTE, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0849 008 237 dont le siège social est situé rue de la Rivière, 34 à 1210 Bruxelles ;Vu que le local situé rue de la Rivière, 36 est actuellement libre d'occupation ;

Décide:

- de conclure avec la S.P.R.L NEGROPONTE, représentée par Monsieur M. BALTAS Anthanassios, gérant, un nouveau bail commercial (voir en annexe) pour une durée de 9 ans, prenant cours le 1er mai 2026 ;
- de prendre acte que les travaux nécessaires à la remise en état du local seront réalisés par l'la SPRL, à ses frais ;
- de fixer le loyer de base à 1.500 euros par mois payable à partir du 01/08/2026 ;
- de soumettre le loyer à l'indexation conformément à la législation relative aux contrats de louage de biens immeubles ;
- d'exiger le dépôt d'une garantie locative équivalente à deux 2 mois de loyers, soit 3.000 euros ;
- de procéder à l'enregistrement du bail, conformément aux obligations légales aux frais du locataire.
- de mettre à charge du preneur les abonnements privés aux distributions d'eau, d'électricité, gaz, téléphone, radio, télévision, combustible et autres frais y relatifs tels locations des compteurs, coûts des consommations, etc.

Lokaal gelegen op het gelijkvloers van het gebouw gelegen Rivierstraat 36; voorstel tot nieuwe handelshuurovereenkomst.- uitstel van 17/03/2026

De Raad,

Gelet op de wet van 30 april 1951 op de handelshuurovereenkomsten, opgenomen in Boek III - Titel VIII - Hoofdstuk II, Afdeling 2bis van het Burgerlijk Wetboek ;
Gelet op de huuraanvraag (06/03/2026) van Mijnheer M. BALTAS Anthanassios, vertegenwoordiger van de BV NEGROPONTE, ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nr. 0849 008 237, met maatschappelijke zetel Rivierstraat 34 te 1210 Brussel ;
Overwegende dat het lokaal gelegen Rivierstraat 36 momenteel vrij van bezetting is ;

Besluit:

- met de BV NEGROPONTE, vertegenwoordigd door Mijnheer M. BALTAS Anthanassios, zaakvoerder, een nieuwe handelshuurovereenkomst te sluiten voor een duur van 9 jaar, met ingang van 1 mei 2026 ;
- akte te nemen van het feit dat de werken die nodig zijn voor het herstel van het lokaal door de BV op eigen kosten zullen worden uitgevoerd ;
- de basishuurprijs vast te stellen op 1.500 euro per maand betaalbaar vanaf 01/08/2026;
- de huur te onderwerpen aan indexering overeenkomstig de wetgeving inzake huurovereenkomsten voor onroerende goederen ;
- een huurwaarborg te eisen die gelijk is aan 2 maanden huur, hetzij 3.000 euro ;
- over te gaan tot registratie van de huurovereenkomst, overeenkomstig de wettelijke verplichtingen, op kosten van de huurder ;
- de huurder te belasten met de kosten van de particuliere aansluitingen voor water, elektriciteit, gas, telefoon, radio, televisie, brandstof en andere hiermee verband houdende kosten, zoals de huur van meters, verbruikskosten, enz.

29.04.2026/A/0010 **REGLEMENT REDEVANCE RELATIF A L'INSTALLATION ET L'EXPLOITATION DE TERRASSES SUR LES PARKINGS DU DOMAINE PUBLIC ; prolongation (2026-2031).**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu les législations en matière d'urbanisme en Région de Bruxelles- Capitale, notamment le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (COBAT) et ses arrêtés d'application subséquents, le Règlement Régional d'Urbanisme (RRU) et le Règlement Communal sur la Bâtisse (RCB) qui imposent des règles dont l'obtention d'un permis d'urbanisme le cas échéant ;

Considérant que sans diminuer la qualité de vie des habitants, le présent règlement vise à favoriser l'occupation de l'espace public en autorisant l'installation des terrasses à vocation commerciale, temporaires, et saisonnières, en vue de promouvoir la convivialité et le vivre ensemble entre les habitants ;

Qu'en effet, l'horeca étant une source de vie, d'animation , l'installation des terrasses pourraient effectivement permettre à tous les usagers (familles, habitants, clients...) de partager l'espace public en période estivale dans une logique de renforcement de la convivialité dans les quartiers ;

Considérant que les bénéficiaires de l'autorisation précitée sont des établissements Horeca ;

Considérant que le règlement régit exclusivement l'installation de terrasses en période estivale et il est applicable à l'ensemble des établissements commerciaux situés sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que la terrasse saisonnière est celle dont la période d'installation est

limitée du 1er mai au 31 octobre ;

Considérant que les espaces publics visés sont les parkings situés devant les établissements commerciaux dans les limites reprises ci-après ;

Considérant que l'utilisation de l'espace public sera soumise à une autorisation préalable délivrée par l'autorité communale et au paiement préalable d'une redevance ;

Considérant que la Commune entend répercuter les frais que représentent la mise à disposition des emplacements précités aux bénéficiaires ;

Qu'en effet, l'instruction de la demande préalable, l'octroi de l'autorisation et le contrôle du respect des modalités prévues par le présent règlement justifient l'imposition d'une redevance au profit de la Commune ;

Considérant le personnel communal affecté aux tâches précitées ;

Considérant que les terrasses saisonnières permettront aux commerçants de bénéficier d'une visibilité commerciale particulière en étant leurs activités sur l'espace public de la Commune et peuvent escompter une augmentation de leur chiffre d'affaire, en raison de l'augmentation de la fréquentation ;

Considérant que l'avantage financier que retire les commerçants de l'occupation saisonnière des emplacements précités justifie également l'établissement d'une redevance particulière pour l'occupation d'une partie de l'espace public de la Commune ;

Vu les dispositions des codes civil, judiciaire et de toutes autres législations applicables aux créances impayées ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du collège des bourgmestre et échevins;

Décide :

De prolonger le règlement relatif à l'installation et l'exploitation de terrasses sur les parkings du domaine public du 29 juin 2015 tel que modifié le 19.06.2017 en approuvant le règlement repris ci-après :

Article 1 : Champ d'application et espaces publics concernés

§1. Le présent règlement régit l'installation de terrasses saisonnières et il est applicable à l'ensemble des établissements HORECA situés sur le territoire de la Commune.

Sans préjudice des règles applicables en matière de circulation routière et des dispositions régionales d'urbanisme (Titre VII, article 4) les espaces publics visés par le présent règlement sont les parkings situés devant les établissements commerciaux.

La terrasse saisonnière est celle dont la période d'installation est limitée du 1er mai au 31 octobre .

Article 2 : Bénéficiaires d'un droit de terrasse

Le droit d'occupation du domaine public est soumis à l'autorisation préalable de l'autorité communale compétente.

Le bénéficiaire d'un droit de terrasse est l'exploitant, personne physique et/ou morale, d'un établissement HORECA.

Pour pouvoir bénéficier d'un droit de terrasse, l'établissement doit exercer son activité au rez-de-chaussée d'un immeuble donnant directement sur le domaine public.

L'installation des terrasses est soumise au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public de 200 euros par mois et par place de parking, soit 1200 euros pour six mois.

Article 3 : Limites d'implantation des terrasses

Les terrasses peuvent être implantées que sur les espaces de stationnement situés devant les établissements horeca.

La terrasse devra être installée strictement à l'emplacement prévu et respectera la superficie déterminée dans l'autorisation et ne pourra limiter les espaces d'évacuation des exploitations

concernées (sorties de secours, ...). Par ailleurs, tous les équipements de la voirie devront rester accessibles en tout temps.

Article 4 : Les éléments de la terrasse et sécurité des usagers du domaine public

L'ancrage au sol de quelque élément que ce soit de la structure de la terrasse est interdit.

L'installation d'appareils de chauffage et d'éclairage est tolérée durant les heures d'ouverture aux conditions suivantes :

- les appareils ainsi que leurs accessoires et les alimentations seront situés strictement dans le périmètre autorisé des terrasses;
- les câblages éventuels ne pourront en aucune manière gêner le cheminement des usagers du domaine public;
- les appareils seront rangés quotidiennement en un endroit voué à leur entreposage;
- sont interdits, les appareils d'éclairage qui diffusent une lumière colorée ou clignotante.

Tous les éléments de la terrasse devront, en raison de leur légèreté et de leur mobilité, pouvoir être retirés rapidement en cas de nécessité.

Les dispositifs de terrasse ne pourront gêner, restreindre ou occulter les circulations piétonne et automobile, l'éclairage public et la signalisation routière. Ils ne pourront également gêner tout accès aux bouches d'incendie.

Article 5: Obligations d'entretien

La terrasse sera maintenue en tout temps en parfait état de propreté. Le mobilier de la terrasse ainsi que le domaine public doivent être quotidiennement nettoyés.

Cendriers et poubelles de table devront être mis, en suffisance, à la disposition de la clientèle afin de maintenir les terrasses et leurs alentours immédiats en bon état de propreté.

Le mobilier, les accessoires ainsi que les appareils devront être rangés après l'heure de fermeture de la terrasse ainsi qu'en période de non exploitation de celle-ci.

Le stockage se fera quotidiennement en un endroit approprié et en aucun cas dans l'espace public.

Article 6 : Gestion des nuisances

L'heure de fermeture des terrasses est de 23 heures.

Les bénéficiaires d'autorisation s'engagent à informer leur clientèle et à l'inciter à respecter l'environnement et la tranquillité des abords de l'établissement concerné. Ils devront prendre toutes les précautions pour ranger le mobilier et ses accessoires, au moment de la fermeture, d'une manière silencieuse.

Article 7 : Procédure de demande d'installation et d'exploitation d'une terrasse

Sans préjudice de l'application de l'article 8 du présent règlement, l'autorité communale peut autoriser l'installation de terrasses sur la voie publique. L'autorisation est valable du 1er mai au 31 octobre.

La demande d'autorisation est introduite au moyen d'un formulaire requis au service d'Urbanisme. Celle-ci comprend l'ensemble des éléments de l'installation projetée et est accompagnée d'un plan descriptif de la terrasse. Une enquête préalable à la décision d'autorisation est réalisée, in situ, par un agent communal, en présence du demandeur ou d'un de ses représentants. La demande devra être renouvelée chaque année.

L'autorisation peut être modifiée ou supprimée ponctuellement lors, notamment, de travaux de voirie, d'événements exceptionnels, de manifestations organisées sur le domaine public ou afin de garantir la commodité du passage, la sécurité publique et d'y maintenir l'ordre public.

Article 8 : Sanctions

Sans préjudice des règles prévues par le règlement général de police, le non respect d'une des dispositions prévues au présent règlement pourra entraîner le retrait automatique et de plein droit de l'autorisation. Le retrait ne donnera lieu au paiement d'aucune indemnité. Dans ce cas, l'Administration communale est en droit de réclamer l'évacuation de la terrasse dans les 48 heures et à défaut, de faire procéder à celle-ci aux frais exclusifs du détenteur d'autorisation.

A défaut de paiement, la redevance sera récupérée conformément à l'article 137bis de la Nouvelle Loi communale.

Article 9 : Durée de l'autorisation

L'autorisation est valable pour toute la durée fixée dans celle-ci.

L'autorisation peut être journalière à l'occasion de fêtes ou manifestations exceptionnelles, saisonnières .

Elle est renouvelable, sans tacite reconduction, chaque année sur demande écrite du bénéficiaire. Et ne constitue pas un droit acquis définitif.

L'autorisation peut être suspendue sur injonction par lettre simple émanant de l'administration communale. La suspension peut se justifier pour l'exécution de travaux, le déroulement de manifestations d'intérêt général, ou dans le cadre de la mise en œuvre de mesures de police administrative.

En cas d'urgence, la voie publique devra être libérée immédiatement.

Aucune indemnité ni dédommagement ne sont dus en cas de suspension.

Article 10 : Le contrôle et les mesures de police

Le bénéficiaire de l'autorisation la présentera aux agents de l'ordre à chaque fois qu'ils en feront la demande.

Le non respect du présent règlement, des règles d'hygiène et de sécurité, des obligations en matière de propreté ou d'entretien du domaine public, les nuisances en tout genre ainsi que les troubles à l'ordre public sont sources d'infractions et peuvent donner lieu, selon leur gravité, à des sanctions administratives.

Lors du renouvellement de l'autorisation, il sera tenu compte de toute procédure d'infraction engagée.

Article 11 – Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour suivant sa publication et pour une durée de cinq ans (2026-2031).

Reglement betreffende de installatie en de uitbating van terrassen op de parkings van het openbare domein; verlenging (2026-2031).

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikel 117;

Gelet op de wetgevingen inzake stedenbouw in het Brussels Gewest - Hoofdstedelijk, met name het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO) en de daarop volgende toepassingsbesluiten, de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening (GSV) en de Gemeentelijke Bouwverordening (GBV) die regels opleggen, waaronder desgevallend het bekomen van een stedenbouwkundige vergunning;

Overwegende dat zonder de levenskwaliteit van de inwoners teniet te doen, dit reglement strekt tot het bevorderen van de bezetting van de openbare ruimte door de installatie toe te staan van terrassen met commerciële, tijdelijke en seizoensgebonden bestemming, teneinde de gezelligheid en het samenleven tussen de inwoners te bevorderen;

Dat immers, aangezien de horeca een bron van leven en animatie is, de installatie van terrassen alle gebruikers (gezinnen, inwoners, klanten...) zou kunnen toelaten om tijdens de zomerperiode de openbare ruimte te delen, met het oog op het versterken van de gezelligheid in de wijken;

Overwegende dat de begunstigden van de bovengenoemde toelating restaurant- en etablissementen zijn;

Overwegende dat het reglement uitsluitend regelt van terrassen in de zomerperiode en toepasbaar is op alle restaurant-etablisementen gelegen op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node;

Overwegende dat het seizoensterras datgene is waarvan de installatieperiode beperkt is tot 1 mei tot en met 31 oktober;

Overwegende dat de beoogde openbare ruimten de parking zijn die zich voor de restaurant-etablisementen bevinden;

Overwegende dat het gebruik van de openbare ruimte zal onderworpen worden is aan een voorafgaande toelating van de gemeentelijke overheid en aan de betaling van een heffing;

Overwegende dat de Gemeente de kosten die de terbeschikkingstelling van de bovengenoemde plaatsen met zich meebrengen wenst door te rekenen aan de begunstigden;

Dat immers de behandeling van de voorafgaande aanvraag, de toekenning van de toelating en de controle op de naleving van de modaliteit en voorzien door dit reglement het opleggen een heffing verantwoord ten gunste van de Gemeente;

Overwegende het gemeentepersoneel aangesteld voor de bovengenoemde taken;

Overwegende dat de seizoensterrassen de restaurant-etablisementen zullen om te genieten van een bijzondere commerciële zichtbaarheid door hun activiteiten uit te breiden op de openbare ruimte van de Gemeente en een stijging van hun omzetcijfer kunnen verwachten door de stijging van het aantal bezoekers;

Overwegende dat het financiële voordeel dat de handelaars halen uit de seizoensbezetting van de bovengenoemde plaatsen eveneens de opstelling rechtvaardigt van een bijzondere heffing voor de bezetting van een gedeelte van de openbare ruimte van de Gemeente;

Gelet op de bepalingen van het Burgerlijk Gerechtelijke Wetboek, en alle andere wetgeving van toepassing is op onbetaalde vorderingen;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

De verordening betreffende de inrichting en exploitatie van terrassen op openbare parkeerplaatsen van 29 juni 2015, zoals gewijzigd op 19 juni 2017, te verlengen door de hierna opgenomen reglement goed te keuren:

Artikel 1: Toepassingsgebied en betrokken openbare ruimten

§1. Dit reglement regelt de installatie van seizoensterrassen en het is van toepasbaar op alle restaurant-etablisementen op het grondgebied van de gemeente.

Onverminderd de toepasbare verkeersregels en de gewestelijke stedenbouwkundige bepalingen (Titel VII, artikel 4) zijn de openbare ruimten beoogd door dit reglement de parkeerplaatsen voor restaurant-etablisementen.

Een seizoensterras is een terras waarvan de installatie periode beperkt is tot de periode van 1 mei tot en met 31 oktober.

Artikel 2: Begunstigden van een recht van terras

Het bezettingsrecht van de openbare ruimte is onderworpen aan de voorafgaande toelating van de bevoegde gemeentelijke overheid.

De begunstigde van een recht van terras is de uitbater, een natuurlijke persoon en/of rechtspersoon, van een restaurant-etablisement.

Om te kunnen genieten van een recht van terras, dient het etablissement zijn activiteiten uitoefenen op de benedenverdieping van een gebouw dat rechtstreeks uitgaat op de openbare domein.

De installatie van de terrassen is onderworpen aan de betaling van een heffing voor bezetting van het openbaar domein van 200 euro per maand en per parkeerplaats, hetzij 1200 euro voor zes maanden.

Artikel 3: Beperkingen voor de plaatsing van terrassen

De Terrassen mogen worden ingericht op de parkeerplaatsen gelegen voor de restaurant-etablisementen.

Het terras zal strikt op de voorziene plaats moeten worden ingericht en zal de

oppervlakte vastgesteld in de toelating in acht nemen en mag de evacuatie ruimte van de betreffende exploitaties (nooduitgangen, ...) niet beperken. Overigens dienen de wegvoorzieningen ten allen tijde toegankelijk te blijven.

Artikel 4: Terraselementen en veiligheid van gebruikers van de openbare ruimte

Het is verboden om enig onderdeel van de terrasstructuur in de grond te verankeren.

De installatie van verwarmings- en verlichtingsapparatuur is toegestaan tijdens de openingsuren onder de volgende voorwaarden:

- de apparaten alsook hun toebehoren en de voedingen dienen zich strikt binnen de toegestane grenzen van de terrassen te bevinden;
 - de eventuele bekabeling mogen op geen enkele manier de doorstroom hinderen van de gebruikers van het openbare domein;
 - de apparaten dienen dagelijks te worden opgeborgen op een plaats bestemd voor de opslag ervan;
 - verlichtingsapparaten die gekleurd of knipperend licht verspreiden, zijn verboden.
- Alle elementen van het terras dienen, vanwege hun licht en hun mobiliteit, snel te kunnen worden verwijderd indien nodig.

De terrasvoorzieningen mogen geen hinder, beperking of belemmering vormen voor het voetgangers- en autoverkeer, de openbare verlichting en de bewegwijzering. Ze mogen tevens geen hinder vormen voor de toegang tot de brandkranen.

Artikel 5: Onderhoudsverplichtingen

Het terras zal steeds in een perfecte staat van netheid worden gehouden. Het meubilair van het terras alsook het openbare domein moeten dagelijks te worden gereinigd.

Er dienen voldoende asbakken en tafelvuilnisbakken ter beschikking te worden gesteld van het cliënteel teneinde de terrassen en hun onmiddellijke omgeving in een goede staat van netheid te houden.

Het meubilair, de toebehoren alsook de apparaten dienen te worden opgeborgen na het sluitingsuur van het terras alsook in de periode wanneer het terras niet in gebruik is.

De opslag gebeurt dagelijks op een daartoe strekkende plaats en in geen geval in de openbare ruimte.

Artikel 6: Beheer van hinder

Het sluitingsuur van de terrassen is 23.00 uur.

De begunstigden van de toelating verbinden zich ertoe om hun cliënteel hierover te informeren en om het aan te sporen het leefmilieu en de rust van de omgeving van het betreffende etablissement te respecteren. Ze dienen alle voorzorgen te nemen om het meubilair en zijn toebehoren op het moment van de sluiting geluidloos op te bergen.

Artikel 7: Aanvraagprocedure van installatie en uitbating van een terras

Onverminderd de toepassing van artikel 8 van dit reglement kan het gemeentebestuur de installatie van terrassen toestaan op de openbare weg. De toelating is geldig van 1 mei tot en met 31 oktober.

De aanvraag tot toelating wordt ingediend middels een formulier vereist bij de dienst Stedenbouw

Dit bevat alle elementen van de beoogde installatie en is vergezeld van een beschrijvend plan van het terras. Er wordt een onderzoek uitgevoerd voorafgaand aan de beslissing tot toelating, ter plaats, door een gemeentelijke ambtenaar, in aanwezigheid van de aanvrager of een van zijn vertegenwoordigers. De aanvraag dient elk jaar worden hernieuwd.

De toelating kan in precieze gevallen worden gewijzigd of geschrapt wanneer, met name wegwerkzaamheden, uitzonderlijke evenementen of manifestaties worden georganiseerd op het openbaar domein of teneinde de vlotte doorgang, de openbare veiligheid te waarborgen en de openbare orde te handhaven.

Artikel 8: Sancties

Onverminderd de regels voorzien door het algemeen politiereglement, zal de niet-naleving van één van de bepalingen voorzien in dit reglement automatische en van rechtswege intrekking van de toelating tot gevolg hebben. De intrekking geeft geen aanleiding tot enige vergoeding. In dit geval heeft het Gemeentebestuur het recht om

de ontruiming van het terras te eisen binnen 48 uur en bij gebreke hiervan, dit te laten ontruimen op uitsluitend kosten van de houder van de toelating.

Bij gebreke van betaling zal de heffing worden ingevorderd overeenkomstig artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 9: Duur van de toelating

De vergunning is geldig voor de gehele duur die erin werd vastgestelde.

De vergunning kan dagelijks zijn, ter gelegenheid van uitzonderlijke feesten of manifestaties of seizoensgebonden.

Ze is hernieuwbaar, zonder stilzwijgende verlenging, ieder jaar op schriftelijk aanvraag van de begunstigde. Zij vormt geen definitief verworven recht.

De toelating kan op bevel worden opgeschort door eenvoudig schrijven van het gemeentebestuur. De opschorting kan worden verantwoord de uitvoering van werk, het plaatsvinden van evenementen van algemeen belang, of in het kader van de uitvoering van administratieve politiematregelen.

In geval van nood dient de openbare weg onmiddellijk te worden vrijgemaakt.

Er is geen enkele vergoeding of schadeloosstelling in geval van opschorting.

Artikel 10: Politiecontrole en - maatregelen

De begunstigde van de toelating dient deze voor te leggen aan de ordeagenten telkens hem daarom wordt verzocht.

De niet-naleving van dit reglement, van de hygiëne- en veiligheidsregels, van de verplichtingen inzake netheid of onderhoud van het openbaar domein, hinder van ongeacht van welke aard alsook verstoringen van de openbare orde zijn bronnen van inbreuk en kunnen, naargelang hun ernst aanleiding geven tot administratieve sancties.

Bij de hernieuwing van de toelating zal rekening worden gehouden met elke gestarte inbreukprocedures.

Artikel 11 – Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag na de bekendmaking ervan en voor een duur van vijf jaar (2026-2031).

29.04.2026/A/0011 **Musée Charlier : Demande de prêt M.S.K. Gand, expo 10.10.2026- 10.01.2027**

Le Conseil Communal,

Vu les articles 117 et 135 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la demande de prêt introduite par Monsieur Vic Verhasselt, directeur a.i. du Musée des Beaux-Arts de Gand, sis Fernand Scribbedreef 1 à 9000 Gand ;

Considérant que le demandeur souhaite présenter l'œuvre sollicitée dans le cadre de l'exposition rétrospective consacrée à l'artiste Jenny Montigny (1875-1937), organisée au Musée des Beaux-Arts de Gand du 10 octobre 2026 au 10 janvier 2027 inclus ;

Considérant qu'un formulaire de prêt a été établie pour l'œuvre issue de la collection, à savoir : Jenny Montigny, Enfants jouant au soleil, huile sur toile, numéro d'inventaire I – 296 – 1996, 55 x 77 cm ;

Considérant que le demandeur, le M.S.K. Gand, s'engage à prendre en charge l'ensemble des frais liés à une assurance « clou à clou » souscrite auprès d'un assureur spécialisé en œuvres d'art, au transport professionnel de l'œuvre ainsi qu'aux éventuels frais de reproduction ;

Considérant que le demandeur s'engage à exposer l'œuvre prêtée dans le respect des normes en vigueur en matière de conditions climatiques, d'éclairage et de sécurité ;

Décide :

d'approuver la demande de prêt de l'œuvre Enfants jouant au soleil de Jenny

Montigny, huile sur toile, numéro d'inventaire I – 296 – 1996, en faveur du M.S.K. Gand, dans le cadre de l'exposition rétrospective organisée du 10 octobre 2026 au 10 janvier 2027 ;
d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Échevins à signer l'ensemble des documents y afférents.

Charliermuseum : Bruikleenaanvraag M.S.K. Gent, expo 10.10.2026- 10.01.2027

De Gemeenteraad,

Gezien de artikelen 117 en 135 van de Nieuwe Gemeentewet ;
Gezien de bruikleenaanvraag door Vic Verhasselt, directeur a.i. van het Museum voor Schone Kunsten Gent, Fernand Scribedreef 1 te 9000 Gent ;
Overwegende dat de bruikleenvrager de het gevraagde bruikleenstuk wil tonen in de overzichtstentoonstelling over de kunstenares Jenny Montigny (1875-1937) die zal plaatsvinden in het Museum voor Schone Kunsten te Gent van 10 oktober 2026 tot en met 10 januari 2027 ;
Rekeninghoudend dat een bruikleendocument werd opgesteld voor het collectiestuk Jenny Montigny, Kinderen spelend in de zon, olieverf op doek, inventarisnummer I – 296 – 1996, 55 x 77 cm ;
Overwegende dat de bruikleenvrager M.S.K. Gent zich ertoe verbindt alle kosten te dragen verbonden aan het verzekeren van nagel tot nagel door een gespecialiseerd kunstverzekeraar, aan het professioneel kunstvervoer en mogelijke reproductiekosten ;
Overwegende dat de bruikleenvrager zich ertoe verbindt de bruikleenstukken tentoon te stellen aan de gangbare klimatologische en belichtingsnormen en veiligheidsvereisten ;

Beslist:

de bruikleenaanvraag van het olieverfschilderij Kinderen spelend in de zon door Jenny Montigny inventarisnummer I – 296 – 1996, door het M.S.K. Gent voor een overzichtstentoonstelling gepland tussen 10.10.2026 en 10.01.2027 goed te keuren ;
het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen alle documenten die hierop betrekking hebben te ondertekenen.

29.04.2026/A/0012 **Plan Général d'Urgence et d'Intervention communal – Approbation**

Le Conseil Communal,

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile ;
Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ;
Vu l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et à la gestion de situations d'urgence à l'échelle communale et provinciale ;
Vu les compétences du Bourgmestre en matière de sécurité et de gestion des situations d'urgence sur le territoire communal ;
Considérant que chaque commune doit disposer d'un Plan Général d'Urgence et d'Intervention (PGUI) afin d'organiser la gestion des situations d'urgence susceptibles de survenir sur son territoire ;
Considérant que ce plan définit l'organisation de la coordination entre les autorités administratives et les différents services d'intervention ;
Considérant que le projet de Plan Général d'Urgence et d'Intervention communal a été élaboré sous l'autorité du Bourgmestre, en concertation avec les services de secours et partenaires concernés ;

Considérant que le Plan Général d'urgence a été approuvé par la Cellule de sécurité en date du 26 février 2026 ;

Considérant que ce plan vise à garantir une gestion efficace et coordonnée des situations d'urgence ainsi que la protection de la population, des biens et de l'environnement ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal d'approuver ce plan ;

Considérant que les annexes seront approuvées par le Collège.

Décide :

D'approuver le Plan Général d'Urgence et d'Intervention (PGUI) de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, tel qu'annexé à la présente délibération et en faisant partie intégrante.

De charger le Bourgmestre de la mise en œuvre, de la coordination et de l'actualisation du Plan Général d'Urgence et d'Intervention communal conformément à la réglementation en vigueur.

Le Plan Général d'Urgence et d'Intervention communal fera l'objet d'une évaluation régulière et, le cas échéant, d'une mise à jour afin de tenir compte de l'évolution des risques, de l'organisation des services d'intervention et de la réglementation applicable.

La présente délibération sera transmise aux autorités et services concernés.

Gemeentelijk algemeen Nood-en interventieplan – Goedkeuring

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 31 december 1963 op de civiele bescherming ;Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid ;Gelet op het koninklijk besluit van 22 mei 2019 betreffende de noodplanning en het beheer van noodsituaties op het gemeentelijk en provinciaal niveau ;Gelet op de bevoegdheden van de Burgemeester op het vlak van veiligheid en het beheer van noodsituaties op het gemeentelijk grondgebied ;Overwegende dat elke gemeente moet beschikken over een Algemeen Nood- en Interventieplan (ANIP) om het beheer te organiseren van noodsituaties die zich op haar grondgebied kunnen voordoen ;Overwegende dat dit plan de organisatie van de coördinatie tussen de administratieve overheden en de verschillende interventiediensten vastlegt ;Overwegende dat het ontwerp van het gemeentelijk Algemeen Nood- en Interventieplan werd opgesteld onder het gezag van de Burgemeester, in overleg met de hulpdiensten en de betrokken partners ;Overwegende dat het Algemeen Noodplan werd goedgekeurd door de Veiligheidsceel op 26 februari 2026 ;Overwegende dat dit plan tot doel heeft een doeltreffend en gecoördineerd beheer van noodsituaties te waarborgen, evenals de bescherming van de bevolking, de goederen en het leefmilieu ;Overwegende dat het aan de Gemeenteraad is om dit plan goed te keuren ;Overwegende dat de bijlagen door het College zullen worden goedgekeurd.

Besluit :

Het Algemeen Nood- en Interventieplan (ANIP) van de gemeente Sint-Joost-ten-Node goed te keuren, zoals bijgevoegd bij dit besluit en hiervan integraal deel uitmakend.

De Burgemeester te belasten met de uitvoering, de coördinatie en de actualisering van het gemeentelijk Algemeen Nood- en Interventieplan overeenkomstig de geldende regelgeving.

Het gemeentelijk Algemeen Nood- en Interventieplan zal regelmatig worden geëvalueerd en, indien nodig, worden bijgewerkt om rekening te houden met de

evolutie van de risico's, de organisatie van de interventiediensten en de toepasselijke regelgeving.

Deze beraadslaging zal worden doorgezonden aan de betrokken overheden en diensten.

29.04.2026/A/0013 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1^oa de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions versées au dossier.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1^oa van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de gevoegde beslissingen.

29.04.2026/A/0014 **Décisions relatives à l'article 249 de la Nouvelle loi communale; prise de connaissance et admission des dépenses.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil prend connaissance des décisions ci-après et décide d'approuver les dépenses :

#014/24.03.2026/B/0038# - Remplacement de la chaudière et mise en conformité de l'installation de chauffage du bâtiment communal sis rue de la Pacification 15 ; Approbation de l'attribution et des conditions – Application de l'article 249, §1er, alinéa 2, et de l'article 234, §3 de la Nouvelle loi communale.-report du 17/03/2026#.

#014/31.03.2026/B/0026#- Réparation des dégâts et Remplacement de la salle de bain - Botanique 65/ Poste 2; Approbation des conditions et de l'attribution – Application de l'article 249, §1er, alinéa 2, et de l'article 234, §3 de la Nouvelle loi communale.

#014/31.03.2026/B/0039# - Parking Scailquin; travaux de placement de speed gates; Approbation de l'attribution; Application des articles 249, §1er, alinéa 2, et de l'article 234, §3 de la Nouvelle loi communale.

#014/14.04.2026/B/0039# - Stade G. Petre: Travaux de remplacement du terrain synthétique de football; Approbation avenant 1; Application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale.

Beslissingen in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet; kennisname en goedkeuring van de uitgaven.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad neemt kennis van de hieronder beslissingen en keurt de uitgaven ervan goed :

#014/24.03.2026/B/0038# - Vervanging van de verwarmingsketel en conformering van de verwarmingsinstallatie van het gemeentelijk gebouw gelegen in de Pacificationstraat 15; Goedkeuring van de gunning en de voorwaarden – Toepassing van artikel 249, §1, tweede lid, en van artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet. – uitstel van 17/03/2026#.

#014/31.03.2026/B/0026#-Herstelling van de schade en vervanging van de badkamer – Botanique 65 / Post 2; Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning – Toepassing van artikel 249, §1, tweede lid, en artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/31.03.2026/B/0039#- Parking Scailquin; werken voor de plaatsing van speed gates; goedkeuring van de gunning; toepassing van artikel 249, §1, tweede lid, en artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/14.04.2026/B/0039# - G. Petre-stadion: Werken voor de vervanging van het synthetisch voetbalveld; Goedkeuring van aanhangsel 1; Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

29.04.2026/A/0015 **Fermeture prolongée des parcs et plaines de jeux à Saint-Josse, état des lieux et perspectives de réouverture ; Interpellation introduite par M. MOUHSSIN Ahmed, Conseiller communal ECOLO/GROEN.- report du 28/01/2026**

1 annexe / 1 bijlage

Fermeture prolongée des parcs et plaines de jeux à Saint.pdf

29.04.2026/A/0016 **Situation routière de la rue Hydraulique et rues avoisinantes ; Interpellation introduite par M. HUYGHE Filip, Conseiller communal Ecolo / Groen.- report du 25/03/2026**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation M. Huyghe.pdf

29.04.2026/A/0017 **Les déchets verts ABP et communication communale ; Interpellation introduite par Mr LUAHABI Ismaël, Conseiller communal LB.- report du 25/03/2026**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur les déchets verts ABP et communication communale introduite par Mr LUAHABI Ismaël.pdf

29.04.2026/A/0018 **Bilan de la politique communale en matière de santé ; Interpellation ntrouite par Mme NGONGO Stéphanie, Conseillère communale LB.- report du 25/03/2026**

1 annexe / 1 bijlage

Interpallation Mme NGONGO Stéphanie sur la Santé.pdf

29.04.2026/A/0019 **Valorisation du patrimoine Art nouveau et Art déco dans le cadre du Festival BANAD et implication de la commune dans des évènements de promotion de son patrimoine architectural; Interpellation introduite par Mme MHADI Malika, Conseillère communale LB.- report du 25/03/2026**

1 annexe / 1 bijlage

Interpallation de la Conseillère MHADI Malika Valorisation du patrimoine Art nouveau et Art déco dans le cadre du Festival BANAD et implication de la commune dans des évènements de promotion de son patrimoine architectural.pdf

29.04.2026/A/0020 **Mise en valeur de la “Semaine Saint-Josse à l’heure des questions de droits et de genres” ; Interpellation introduite par Mme LOUKILI Nouhayla, Conseillère communale LB.- report du 25/03/2026**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de Mme LOUKILI Nouhalya Mise en valeur de la.pdf

29.04.2026/A/0021 **Démarches entreprises en vue de l’obtention du label régional « Kids Friendly» pour Saint-Josse ; Interpellation introduite par Mme MARA Gabriela, Conseillère communale LB.- report du 25/03/2026**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation Mme MARA Gabriela Démarches entreprises en vue de l.pdf

29.04.2026/A/0022 **Motion contre les visites domiciliaires déposée par le groupe Ecolo-Groen**

Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode,

Considérant qu'un avant-projet de loi a été validé par le gouvernement fédéral lors du Conseil des ministres le 18 juillet 2025. Il a été à nouveau approuvé par ce même gouvernement en seconde lecture ce 3 avril 2026. Ce projet vise à permettre aux fonctionnaires de police de pénétrer, sans le consentement des occupants, dans un lieu privé, même temporaire, dans lequel il existe des « motifs raisonnables » de croire qu'une personne en séjour irrégulier se trouve. Ces visites, qui pourraient avoir lieu de 5h à 21h, visent à « arrêter des étrangers considérés comme une menace pour l'ordre public ou la sécurité nationale » ;

Considérant le fait que la loi offre déjà aux forces de sécurité tout le loisir d'intervenir et de contrôler toute personne susceptible de nuire à l'ordre public ;

Considérant que cet avant-projet de loi pourrait constituer un préalable à modifier la loi de telle sorte que les juges d'instruction soient placés dans la quasi-obligation de permettre ces visites domiciliaires ;

Considérant que l'article 8 de la Convention Européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CEDH) dispose que : « Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance ». La Cour Européenne des Droits de l'Homme a récemment rappelé que le domicile est l'espace physiquement déterminé où se développe la vie privée et où l'individu a droit au respect, non seulement comme un droit à un simple espace physique, mais aussi comme un droit à la jouissance, en toute tranquillité, de cet espace ;

Considérant que les articles 15 et 22 de la Constitution belge garantissent l'inviolabilité du domicile, comprenant des exceptions strictes et que le juge d'instruction n'ordonne une perquisition que dans le cadre d'une infraction ou d'une instruction pénale et non d'une procédure administrative ;

Considérant que la Cour constitutionnelle a déjà statué, dans son arrêt 148/2017 du 21 décembre 2017, qu'en raison de la gravité de l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée et à l'inviolabilité du domicile, une perquisition ne peut être autorisée que dans le cadre d'une instruction pénale, et non d'une procédure administrative : « En raison de la gravité de l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée et dans le droit à l'inviolabilité du domicile, la Cour décide que la perquisition ne peut, en l'état actuel du droit de la procédure pénale, être autorisée que dans le cadre d'une instruction. Permettre la perquisition via la mini-instruction dans le cadre de l'information sans prévoir des garanties supplémentaires pour protéger les droits de la défense viole le droit au respect de la vie privée et le droit à l'inviolabilité du domicile » ;

Considérant que ce raisonnement s'applique à fortiori dans le cadre d'une procédure administrative ;

Considérant que le projet de loi actuel, bien que prévoyant l'autorisation d'un juge d'instruction, instrumentalise ce dernier en lui donnant une marge de manœuvre très limitée. En effet, le juge d'instruction n'a pas nécessairement accès à l'ensemble du dossier administratif, n'est pas formé au droit des étrangers et ne peut donc pas vérifier la pertinence ni la nécessité de la mesure. Il se retrouve ainsi dans l'impossibilité d'exercer un véritable contrôle judiciaire sur la demande d'autorisation ;

Considérant que la loi actuelle met déjà à disposition des autorités l'arsenal juridique nécessaire pour contrôler, arrêter, détenir et expulser cette catégorie précise de personnes étrangères qui constituerait une menace pour l'ordre public. Que dans la version initiale de l'accord de l'Arizona, seules les personnes condamnées pouvaient faire l'objet de visites domiciliaires. Or, l'avant-projet a étendu la mesure aux personnes considérées comme « dangereuses » aux yeux de l'Office des étrangers. Myria s'est déjà inquiété de l'interprétation large que donne l'Office des étrangers aux notions de danger pour l'ordre public et la sécurité nationale ;

Considérant que Myria, l'institution fédérale des droits fondamentaux des étrangers, a rendu un avis qui soulève plusieurs préoccupations quant au respect des droits fondamentaux. Constatant notamment que le projet de loi sur les visites domiciliaires use d'un mécanisme répressif issu du droit pénal, sans inclure les garanties procédurales correspondantes ;

Considérant que le même avis estime que le projet de loi manque de précision et d'une démonstration suffisante de la nécessité, de la proportionnalité et de l'efficacité réelle de la mesure. Le champ d'application est jugé trop large, ouvrant la voie à l'arbitraire. Myria relève que « Le texte va très loin, vu qu'il permet non seulement aux services de police d'entrer dans le domicile privé d'une personne étrangère, mais également dans le domicile d'un tiers où l'étranger réside effectivement. Ainsi, la

mesure peut potentiellement toucher un grand nombre de personnes qui hébergent de manière récurrente ou ponctuelle des personnes étrangères en séjour irrégulier. La mesure a ainsi un impact potentiel dissuasif pour l'entourage (famille/ami/tiers) d'héberger des étrangers » ;

Considérant que Myria dénonce le manque de garanties pour protéger les personnes vulnérables, notamment les enfants, dont la présence ne constitue pas un obstacle à l'exécution de la « visite domiciliaire », et les modalités de prise en compte de leur intérêt supérieur sont insuffisantes ;

Considérant qu'un projet de loi, en de nombreux points similaires, avait été déposé en 2017 et qu'il avait suscité de nombreuses oppositions de la part des juges d'instruction, du milieu académique et de la société civile, et que le Conseil d'État s'était également montré très critique. Étaient surtout pointés du doigt le flou juridique du projet et le risque d'atteinte disproportionnée aux droits fondamentaux. Ces mêmes critiques sont encore d'actualité aujourd'hui ;

Considérant que la ministre Van Bossuyt a sollicité plusieurs avis des différentes parties prenantes, lesquels viendront compléter l'avis du Conseil d'État et celui de Myria. Pour l'heure, nul ne sait si les avis seront rendus publics et mèneront à un débat démocratique de qualité ;

Considérant que plusieurs autres acteurs que Myria se sont montrés négatifs, parmi eux le Conseil d'État, l'Organe de contrôle de l'information policière (COC), l'association des juges d'instruction ou le délégué général aux droits de l'enfant, et que les « adaptations » apportées au texte de loi en préparation pour répondre à leurs inquiétudes l'ont été essentiellement dans l'exposé des motifs et les commentaires des articles et non dans la proposition de loi elle-même ;

Considérant que le projet de loi stigmatise et criminalise les personnes en situation de séjour irrégulier en supprimant les droits de la défense les plus fondamentaux et en assimilant une procédure administrative à une procédure pénale ;

Considérant que cet avant-projet de loi aura pour effet de faire vivre des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreuses familles, dans la peur permanente, en leur ôtant la possibilité de trouver un peu de répit derrière une porte fermée. Les personnes autorisées au séjour risqueraient de se montrer moins solidaires, de peur d'être, elles aussi, victimes d'une intrusion de la police à leur domicile ;

Pour ces motifs, le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode :

1. Exprime son opposition à l'intention du gouvernement fédéral d'adopter une loi autorisant des visites domiciliaires dans le but d'arrêter des personnes en séjour irrégulier.
2. Demande au gouvernement fédéral de reconsidérer sa position au regard d'un débat démocratique réunissant des experts en la matière.
3. Appuie les députés dans leur vote en opposition à ce projet de loi.
4. S'engage à ne pas coopérer à la mise en œuvre de ces visites domiciliaires.
5. Charge Monsieur le Bourgmestre de transmettre la présente motion à Monsieur le Premier Ministre, aux ministres concernés, au Président de la Chambre et aux chefs de groupes parlementaires.

Motie tegen woonstbetredingen ingediend door de fractie Ecolo-Groen.

Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node

Overwegende dat een voorontwerp van wet werd goedgekeurd door de federale regering tijdens de Ministerraad van 18 juli 2025. Het werd opnieuw goedgekeurd door diezelfde regering in tweede lezing op 3 april 2026. Dit ontwerp heeft tot doel politieambtenaren toe te laten, zonder toestemming van de bewoners, een private plaats te betreden, zelfs tijdelijk, waar er “redelijke gronden” bestaan om aan te nemen dat een persoon zonder wettig verblijf zich bevindt. Deze bezoeken, die

kunnen plaatsvinden tussen 5 uur en 21 uur, hebben tot doel “vreemdelingen die als een bedreiging voor de openbare orde of de nationale veiligheid worden beschouwd, aan te houden” ;

Overwegende het feit dat de wet aan de veiligheidsdiensten reeds de mogelijkheid biedt om tussen te komen en om elke persoon te controleren die de openbare orde in het gedrang zou kunnen brengen ;

Overwegende dat dit voorontwerp een eerste stap zou kunnen vormen om de wet op die manier te wijzigen dat de onderzoeksrechters zo goed als verplicht zijn deze woonstbetredingen toe te laten ;

Overwegende dat artikel 8 van het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden (EVRM) bepaalt dat : “Een ieder heeft het recht op respect voor zijn privé leven, zijn familie- en gezinsleven, zijn woning en zijn correspondentie”. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft er onlangs aan herinnerd dat de woning de fysiek afgebakende ruimte is waar het privéleven zich ontwikkelt en waar het individu recht heeft op eerbiediging, niet enkel als een recht op een loutere fysieke ruimte, maar tevens als een recht op het genot, in alle rust, van die ruimte ;

Overwegende dat volgens artikelen 15 en 22 van de Belgische Grondwet de woning onschendbaar is, dat de uitzonderingen op de onschendbaarheid van de woonplaats uiterst strikt zijn en dat de onderzoeksrechter slechts een huiszoeking beveelt in het kader van een overtreding of van een strafrechtelijk onderzoek en niet van een administratieve procedure ;

Overwegende dat het Grondwettelijk Hof reeds heeft geoordeeld, in zijn arrest 148/2017 van 21 december 2017, dat wegens de ernst van de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven en de onschendbaarheid van de woning, een huiszoeking enkel kan worden toegestaan in het kader van een strafrechtelijk onderzoek, en niet in een administratieve procedure: “Vanwege de ernst van de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven en het recht op de onschendbaarheid van de woning, beslist het Hof dat de huiszoeking, in de huidige stand van het recht inzake de strafrechtspleging, enkel kan worden toegelaten in het kader van een gerechtelijk onderzoek. Het toestaan van huiszoekingen via een mini-onderzoek in het kader van het opsporingsonderzoek, zonder te voorzien in bijkomende waarborgen ter bescherming van de rechten van verdediging, schendt het recht op eerbiediging van het privéleven en het recht op de onschendbaarheid van de woning” ;

Overwegende dat deze redenering a fortiori van toepassing is in het kader van een administratieve procedure ;

Overwegende dat het huidige wetsontwerp, hoewel het voorziet in de machtiging van een onderzoeksrechter, deze laatste instrumentaliseert door hem een zeer beperkte beoordelingsmarge te geven. De onderzoeksrechter heeft immers niet noodzakelijk toegang tot het volledige administratieve dossier, is niet opgeleid in het vreemdelingenrecht en kan dus de relevantie noch de noodzaak van de maatregel controleren. Hij bevindt zich aldus in de onmogelijkheid om een echte rechterlijke controle uit te oefenen op de aanvraag tot machtiging ;

Overwegende dat de huidige wetgeving de autoriteiten reeds het nodige juridische arsenaal ter beschikking stelt om deze specifieke categorie van vreemdelingen, die een bedreiging voor de openbare orde zou vormen, te controleren, aan te houden, in detentie te plaatsen en uit te zetten. Dat in de oorspronkelijke versie van het Arizona-akkoord enkel veroordeelde personen het voorwerp konden uitmaken van woonstbetredingen. Het voorontwerp heeft de maatregel echter uitgebreid tot personen die door de Dienst Vreemdelingenzaken als “gevaarlijk” worden beschouwd. Myria heeft zich reeds zorgen gemaakt over de ruime interpretatie die de Dienst Vreemdelingenzaken geeft aan de begrippen gevaar voor de openbare orde en de nationale veiligheid ;

Overwegende dat Myria, de federale instelling voor de grondrechten van vreemdelingen, een advies heeft uitgebracht waarin verschillende bezorgdheden worden geuit over de naleving van de fundamentele rechten. Daarbij wordt met name vastgesteld dat het wetsontwerp inzake woonstbetredingen een repressief mechanisme uit het strafrecht hanteert, zonder te voorzien in de bijbehorende procedurele garanties ;

Overwegende dat hetzelfde advies oordeelt dat het wetsontwerp onvoldoende nauwkeurig is en een onvoldoende aantoning bevat van de noodzakelijkheid, de proportionaliteit en de daadwerkelijke doeltreffendheid van de maatregel. De toepassingsfeer wordt als te ruim beschouwd, waardoor de weg wordt geopend naar willekeur. Myria stelt vast dat “de tekst zeer ver gaat, aangezien hij niet enkel de politiediensten toelaat de privéwoning van een vreemdeling te betreden, maar eveneens de woning van een derde waar de vreemdeling effectief verblijft. Op die manier kan de maatregel potentieel een groot aantal personen treffen die op regelmatige of occasionele basis vreemdelingen zonder wettig verblijf onderdak bieden. De maatregel heeft aldus een potentieel afschrikkend effect op de omgeving (familie/vrienden/derden) om vreemdelingen onderdak te verschaffen” ;

Overwegende dat Myria het gebrek aan waarborgen aanklaagt ter bescherming van kwetsbare personen, in het bijzonder kinderen, van wie de aanwezigheid geen belemmering vormt voor de uitvoering van de “huisbezoek”-maatregel, en dat de modaliteiten voor de inachtneming van hun hoger belang onvoldoende zijn ;

Overwegende dat een wetsontwerp, op tal van punten gelijkaardig, reeds in 2017 werd ingediend en dat dit destijds veel tegenstand had uitgelokt bij onderzoeksrechters, uit de academische wereld en het maatschappelijk middenveld, en dat eveneens de Raad van State zich zeer kritisch had opgesteld. Vooral werden de juridische vaagheid van het ontwerp en het risico op een onevenredige aantasting van fundamentele rechten benadrukt. Deze zelfde kritiekpunten zijn vandaag nog steeds actueel ;

Overwegende dat minister Van Bossuyt verschillende adviezen heeft gevraagd van diverse betrokken partijen, die het advies van de Raad van State en dat van Myria zullen aanvullen. Vooralsnog is niet bekend of deze adviezen openbaar zullen worden gemaakt en zullen leiden tot een kwaliteitsvol democratisch debat;

Overwegende dat meerdere andere actoren dan Myria zich negatief hebben uitgesproken, waaronder de Raad van State, het Controleorgaan op de Politie Informatie (COC), de vereniging van onderzoeksrechters en de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind, en dat de “aanpassingen” die aan de in voorbereiding zijnde wettekst werden aangebracht om aan hun bezorgdheden tegemoet te komen, voornamelijk zijn gebeurd in de memorie van toelichting en de commentaar bij de artikelen, en niet in het wetsvoorstel zelf ;

Overwegende dat het wetsontwerp personen in onregelmatig verblijf stigmatiseert en criminaliseert door de meest fundamentele verdedigingsrechten op te heffen en een administratieve procedure gelijk te stellen met een strafrechtelijke procedure ;

Overwegende dat dit voorontwerp van wet ertoe zal leiden dat tienduizenden personen, waaronder vele gezinnen, in voortdurende angst zullen leven, doordat zij de mogelijkheid wordt ontnomen om enig respijt te vinden achter een gesloten deur. Personen met verblijfsrecht zouden zich minder solidair kunnen opstellen, uit vrees zelf het slachtoffer te worden van een politie huiszoeking in hun woning ;

Om deze redenen, de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node :

1. Geeft uiting aan zijn bezwaar tegen het plan van de federale regering om een wet aan te nemen waarbij woonstbetredingen zouden worden toegelaten met als doel personen zonder wettig verblijf te arresteren ;
2. Vraagt de federale regering om haar standpunt te heroverwegen rekening houdend met een democratisch debat waarin deskundigen ter zake worden

- samengebracht.
3. Steunt de volksvertegenwoordigers in hun stemming tegen dit wetsvoorstel.
 4. Verbindt zich ertoe niet mee te werken aan de uitvoering van deze woonstbetredingen.
 5. Belast Mijnheer de Burgemeester ermee deze motie over te maken aan Mijnheer de Eerste Minister, de bevoegde ministers, de Kamervoorzitter en de fractieleiders.

1 annexe / 1 bijlage

Motion contre les visites domiciliaires.pdf

29.04.2026/A/0023 **Premier bilan de l'antenne communale de proximité du quartier Nord ; Interpellation introduite par M. LUAHABI Ismaël, Conseiller communal LB.**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation introduite par M.Luahabi pdf.pdf

29.04.2026/A/0024 **Politique tarifaire communale en matière de passeports et protection du pouvoir d'achat des habitants de Saint-Josse ; Interpellation introduite par M. AKTAS Seydi, Conseiller communal LB.**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation introduite par M.pdf